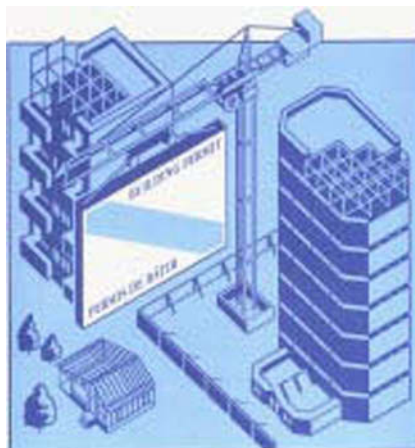




Permis de bâtir

Février 2004



Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Section des indicateurs courants de l'investissement, Division de l'investissement et du stock de capital, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-4646).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements	1 800 263-1136
Service national d'appareils de télécommunication pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel	infostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit n° 64-001-XIF au catalogue est publié mensuellement sous forme électronique dans le site Internet de Statistique Canada et est offert au prix de 15 \$ CA l'exemplaire et de 156 \$ CA pour un abonnement annuel. Les utilisateurs peuvent obtenir des exemplaires ou s'abonner en visitant notre site Web à www.statcan.ca et en choisissant la rubrique Produits et services.

Ce produit est aussi disponible en version imprimée par l'entremise du service d'Impression sur demande, au prix de 46 \$ CA l'exemplaire et de 225 \$ CA pour un abonnement annuel. Les frais de livraison supplémentaires suivants s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada :

	Exemplaire	Abonnement annuel
États-Unis	6 \$ CA	72 \$ CA
Autres pays	10 \$ CA	120 \$ CA

Les prix ne comprennent pas les taxes de ventes.

La version imprimée peut être commandée par

- Téléphone (Canada et États-Unis) **1 800 267-6677**
- Télécopieur (Canada et États-Unis) **1 877 287-4369**
- Courriel **infostats@statcan.ca**
- Poste
Statistique Canada
Division de la diffusion
Gestion de la circulation
120, avenue Parkdale
Ottawa (Ontario) K1A 0T6
- En personne au bureau régional de Statistique Canada le plus près de votre localité.

Lorsque vous signalez un changement d'adresse, veuillez nous fournir l'ancienne et la nouvelle adresse.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136.



Statistique Canada
Division de l'investissement et du stock de capital
Section des indicateurs courants de l'investissement

Permis de bâtir

Février 2004

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2004

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Avril 2004

N° 64-001-XIF au catalogue, vol. 48 n° 2
ISSN 1496-3949

Périodicité : mensuel

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 64-001-XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- P provisoire
- r rectifié
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Cette publication a été rédigée sous la direction de :

- **P. Koumanakos**, Directeur, Division de l'investissement et du stock de capital
- **M. Labonté**, Chef, Section des indicateurs courants de l'investissement
- **É. Saint-Pierre**, Chef d'unité, secteur résidentiel, Section des indicateurs courants de l'investissement
- **D. Legault**, Programmeur-Analyste, Section des indicateurs courants de l'investissement

Abréviations géographiques

A.R.	–	Agglomération de recensement	PD	–	Planning District
BOR	–	Borough	PDR	–	Planning District Remainder
C	–	City	RCR	–	Rural County Remainder
C.A.	–	Census Agglomeration	RGM	–	Regional Municipality
CC	–	Chartered Community	R.M.R.	–	Région métropolitaine de recensement
CDR	–	Census Division Remainder	RDR	–	Regional District Remainder
CM	–	County (Municipality)	RM	–	Rural Municipality
C.M.A.	–	Census Metropolitan Area	RV	–	Resort Village
COM	–	Community	SA	–	Special Area
CR	–	County Remainder	S–E	–	Indian Settlement/Établissement indien
CT	–	Canton	SCM	–	Subdivision of County Municipality
CU	–	Cantons-Unis	SD	–	Sans désignation
DM	–	District (Municipality)	SET	–	Settlement
HAM	–	Hamlet	SM	–	Specialize Municipality
ID	–	Improvement District	SRD	–	Subdivision of Regional District
IGD	–	Indian Government District	SUN	–	Subdivision of Unorganized District
LGD	–	Local Government District	SV	–	Summer Village
LOT	–	Lot and Royalty	T	–	Town
M	–	Municipalité	T.N.O.	–	Territoires du Nord-Ouest
MD	–	Municipal District	TP	–	Township
NH	–	Northern Hamlet	UCR	–	Urban County Remainder
NT	–	Northern Town	UNO	–	Unorganized/Non organisé
NV	–	Northern Village	V	–	Ville
N.W.T.	–	NorthWest Territories	VC	–	Village Cri
P	–	Paroisse	VL	–	Village
PAR	–	Parish	VN	–	Village Nordique

Avis important

Les changements de limites territoriales, de status et de noms d'entités géographiques qui ont eu lieu avant janvier 2004 sont inclus dans la présente publication. Ces changements géographiques sont disponibles en écrivant à:

Statistique Canada
 Division de l'investissement et du stock de capital
 Section des indicateurs courants de l'investissement
 9 D-2, Édifice Jean Talon
 Tunney's Pasture
 Ottawa, Ontario
 K1A 0T6
 ou en téléphonant au: (613) 951-4646
 bdp_information@statcan.ca

Note concernant CANSIM

Les données qui sont publiées dans Permis de bâtir (n° 64-001-XIF au catalogue) peuvent être obtenues sous forme lisible par machine, de CANSIM (Système Canadien d'information socio-économique). Les utilisateurs voulant obtenir des chiffres par l'intermédiaire de CANSIM peuvent contacter un des centres de consultation de Statistique Canada dont les numéros de téléphone figurent au verso du couvert de cette publication ou en communiquant directement avec la Division du Marketing, Statistique Canada, Immeuble R.H. Coats, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (613) 951-8200.

Table des matières

	Page
Partie I – Analyse	
Faits saillants	v
Aperçu mensuel	v
Graphiques	vii
Partie II – Tableaux (désaisonnalisés)	
1. Valeur totale des permis de bâtir, provinces et territoires (périodes courantes)	1
2. Valeur des permis de bâtir non-résidentiels, provinces et territoires (périodes courantes)	1
3. Valeur des permis de bâtir résidentiels, provinces et territoires (périodes courantes)	2
4. Nombre d'unités de logement autorisées, provinces et territoires, désaisonnalisées à un taux annuel (périodes courantes)	2
5. Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non-résidentiels, provinces et territoires (périodes courantes)	3
6. Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement (périodes courantes)	5
Partie III – Tableaux (non désaisonnalisés)	
7. Unités de logement, provinces et territoires (périodes courantes)	8
8. Unités de logement, régions métropolitaines de recensement (périodes courantes)	10
9. Unités de logement, régions métropolitaines de recensement (cumulatif)	11
10. Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires (périodes courantes)	12
11. Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement (périodes courantes)	14
12. Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement (cumulatif)	15
13. Valeur des permis non résidentiels selon le genre de bâtiment, provinces et territoires (périodes courantes)	16
Partie IV – Enquête mensuelle sur les permis de bâtir – Qualité des données, concepts et méthodologie	
Qualité des données, concepts et méthodologie	17
Sources de données et méthodologie	17
Concepts et variables observées	18
Exactitude des données	20
Comparabilité des données et sources connexes	20
Produits et services connexes	20
Formulaire d'enquête	21

Partie I – Analyse

Faits saillants

En février, les intentions de construction dans le secteur de l'habitation au Canada ont diminué pour un deuxième mois consécutif. Toutefois, cette chute a été compensée par un important rebondissement dans les projets de construction non résidentielle.

Ainsi, la valeur globale des permis de construction a crû de 1,6 % par rapport à janvier et atteint 4,4 milliards de dollars.

Les constructeurs ont pris pour 2,79 milliards de dollars de permis de construction résidentielle, en baisse de 4,8 %, soit un deuxième repli mensuel consécutif depuis le sommet record de 2,95 milliards de dollars atteint en décembre. Les intentions de construction ont diminué à la fois dans la composante unifamiliale et dans la composante multifamiliale. Malgré ce recul, la valeur des projets de construction résidentielle est demeurée 4,7 % supérieure au niveau mensuel moyen enregistré en 2003, une année record.

Dans le secteur non résidentiel, la progression dans chacune des trois composantes –industrielle, commerciale et institutionnelle – a provoqué un bond de 15,1 % de la valeur des permis, qui a atteint 1,6 milliard de dollars, son plus haut niveau en sept mois.

Depuis le début de l'année, la valeur totale des permis de construction s'est élevée à 8,7 milliards de dollars, soit 3,4 % de plus par rapport aux deux premiers mois de 2003, en raison de la demande soutenue de nouveaux logements. Les constructeurs ont pris pour 5,7 milliards de dollars de permis de construction résidentielle lors des deux premiers mois de 2004, en hausse de 12,4 %. Toutefois, la valeur des permis dans le secteur non résidentiel a reculé de 10,3 % et s'est fixée à 3,0 milliards de dollars.

Au niveau régional, les départs les plus fulgurants ont été enregistrés dans les régions métropolitaines de recensement de Montréal et de Vancouver. Dans les deux régions, la combinaison de la vigueur dans les secteurs résidentiel et non résidentiel explique cet excellent résultat.

Baisse de la valeur des permis de construction de logements unifamiliaux et multifamiliaux

Les intentions de construction de logements multifamiliaux et unifamiliaux ont toutes les deux diminué en février.

Les municipalités ont délivré pour 885 millions de dollars de permis de construction de logements multifamiliaux, soit 9,1 % de moins que le sommet de 974 millions de dollars établi en janvier. On a autorisé la construction d'environ 8 600 nouveaux logements multifamiliaux, soit une baisse de 8,0 %.

La valeur des permis pour les logements unifamiliaux a fléchi de 2,6 % et s'est fixée à 1,9 milliard de dollars, soit un deuxième repli mensuel consécutif. Les municipalités ont autorisé la construction de 10 100 nouveaux logements unifamiliaux en février, en baisse de 4,0 %.

Malgré les replis observés au cours des deux derniers mois, des facteurs économiques sous-jacents indiquent que le secteur résidentiel devrait être vigoureux pour les mois à venir. Les taux hypothécaires demeurent avantageux; l'accessibilité à la propriété demeure très positive et la confiance des consommateurs était toujours élevée au début de 2004.

Au niveau provincial, la plus importante diminution de la valeur des permis de construction résidentielle a été observée au Québec, où elle a reculé de 14,5 %, après avoir établi un sommet en janvier. La Colombie-Britannique et le Nouveau-Brunswick ont également affiché des replis considérables après avoir atteint des sommets en janvier. L'Alberta a montré le plus important gain.

Depuis le début de l'année, les constructeurs ont pris pour 1,9 milliard de dollars de permis de construction de logements multifamiliaux en deux mois, en hausse de 26,2 % par rapport au total de janvier et février de l'année dernière. La valeur des permis de construction de logements unifamiliaux a crû de 6,8 % et atteint 3,9 milliards de dollars.

En deux mois cette année, les municipalités ont déjà autorisé la construction de 38 600 nouveaux logements, soit 7,0 % de plus que l'année dernière.

Important rebondissement dans les trois composantes non résidentielles

Les trois composantes non résidentielles ont affiché un rebondissement en février, ce qui a effacé les replis observés en janvier. La valeur de 1,6 milliard de dollars des permis constitue la plus importante valeur mensuelle depuis juillet 2003, où le total avait atteint 1,8 milliard de dollars.

La valeur des permis du secteur commercial a augmenté de 5,0 % et atteint 882 millions de dollars, après avoir connu une baisse de 3,8 % en janvier. Cette croissance a porté les intentions de construction commerciale à leur plus haut niveau depuis janvier 2003. L'Ontario a montré les plus importants gains en dollars, suivi de l'Alberta. Le secteur commercial est vigoureux, les consommateurs ayant continué de soutenir l'économie pour une troisième année consécutive en 2003, selon les comptes économiques canadiens. Ce festival d'achats s'est poursuivi cette année, les ventes au détail (à l'exclusion des ventes des concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs) ayant établi un nouveau record en janvier.

Les intentions d'investissement dans le secteur institutionnel ont augmenté de 41,9 % pour s'établir à 451 millions de dollars, après quatre replis mensuels consécutifs. Malgré tout, le secteur est demeuré 7,7 % sous sa moyenne mensuelle pour 2003. La croissance s'est concentrée en Ontario et au Québec, dominés par les projets d'établissements d'enseignement et à vocation médicale. La Nouvelle-Écosse a été la seule autre province où la valeur des permis de construction institutionnelle a augmenté.

La valeur des permis de construction industrielle a fait un bond de 15,2 % et atteint 254 millions de dollars, un niveau tout de même 15,7 % inférieur à la moyenne mensuelle

pour 2003. Les résultats récents et futurs pourraient subir l'influence de la récente faiblesse des exportations de marchandises canadiennes. Les dernières statistiques sur le commerce de marchandises montrent que les ventes à l'exportation ont subi une baisse généralisée en janvier, une septième régression au cours des dix derniers mois. De plus, les expéditions des fabricants ont chuté lors de trois des quatre derniers mois.

Le centre du Canada s'est révélé très dynamique en février, les plus importantes hausses mensuelles de la valeur dans le secteur non-résidentiel provenant du Québec, suivi de près par l'Ontario.

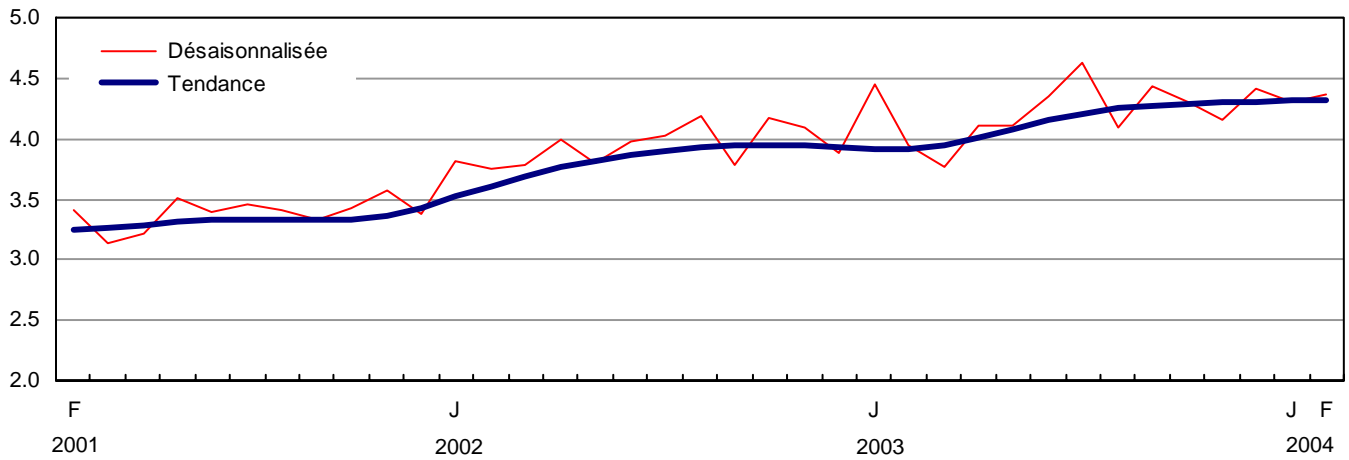
Malgré ces augmentations mensuelles, la valeur des permis émis lors des deux premiers mois de 2004 a chuté tout juste sous la barre des 3 milliards de dollars, soit 10,3 % de moins qu'à la même période en 2003. La vigueur continue des intentions de construction commerciale a été effacée par des replis dans les deux autres composantes.

Depuis le début de l'année, la moitié des provinces ont montré des gains par rapport à 2003, le Québec ayant montré la plus importante croissance. Les municipalités du Québec ont approuvé pour 697 millions de dollars de projets de construction d'immeubles non-résidentiels lors des deux premiers mois de 2004, soit 38,6 % de plus qu'à la même période l'année dernière.

Permis de bâtir - Canada

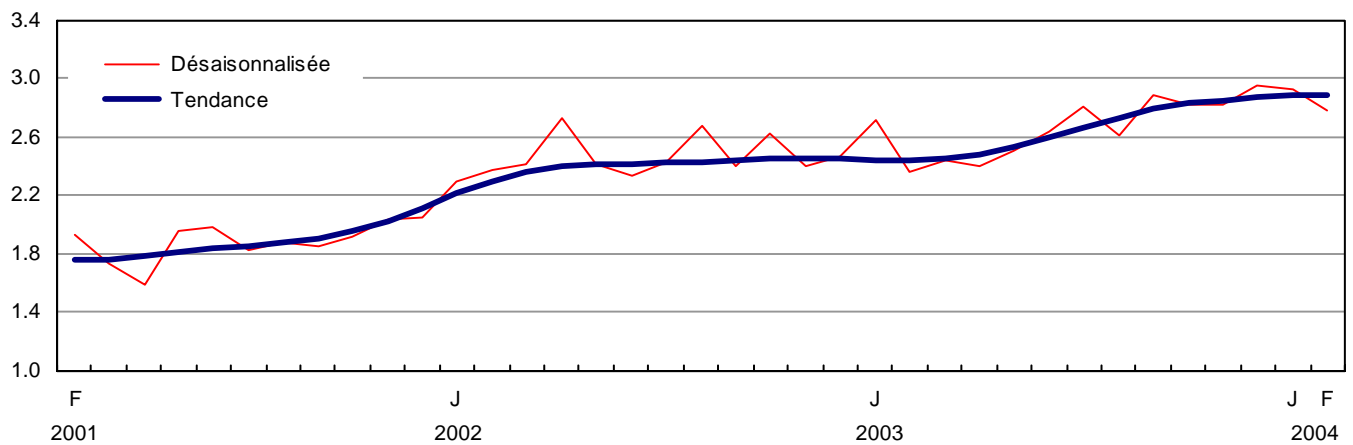
Valeur totale des permis de bâtir

Milliards de \$



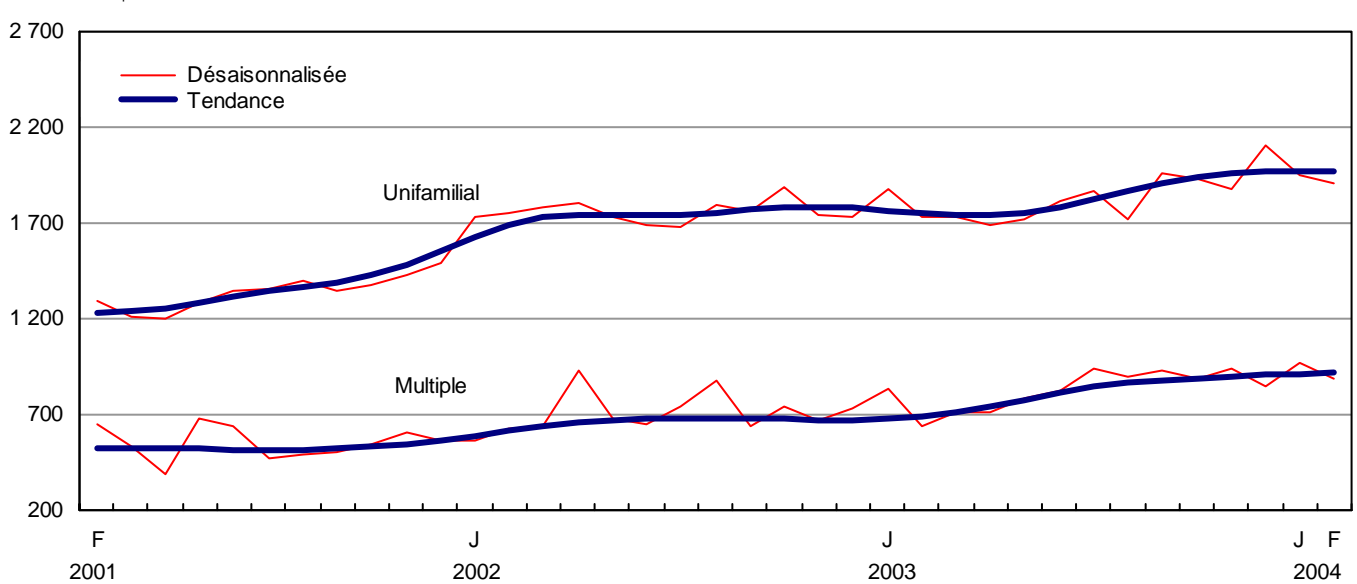
Valeur résidentielle - total

Milliards de \$



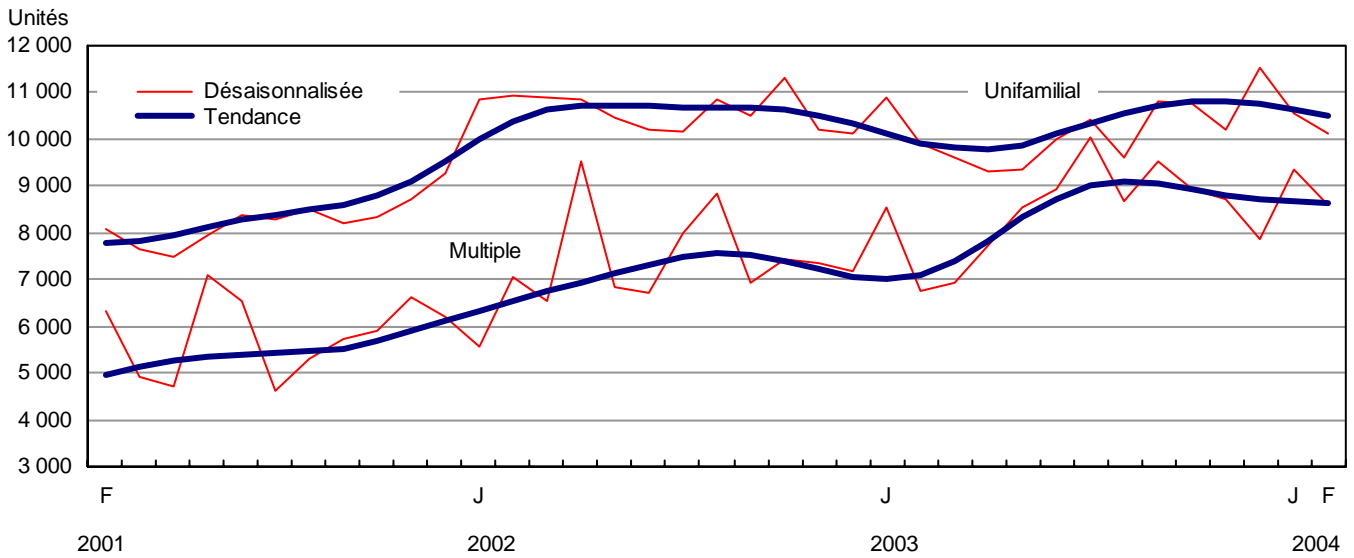
Valeur résidentielle - unifamilial et multiple

Millions de \$

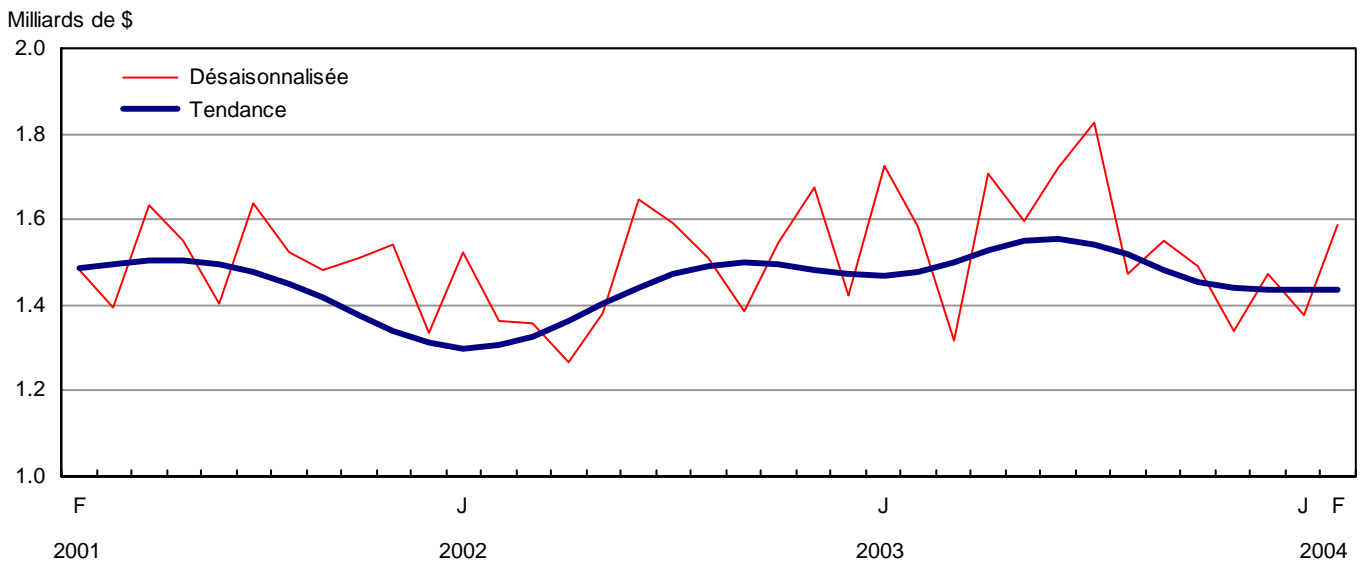


Permis de bâtir - Canada

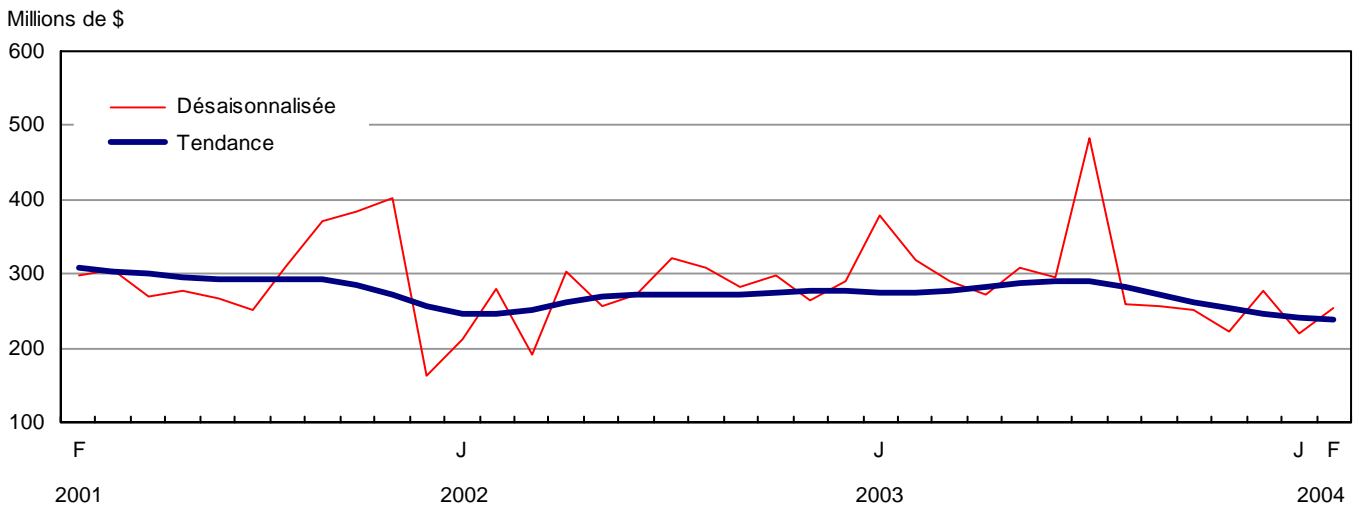
Nombre d'unités de logement - unifamilial et multiple



Valeur non résidentielle - total



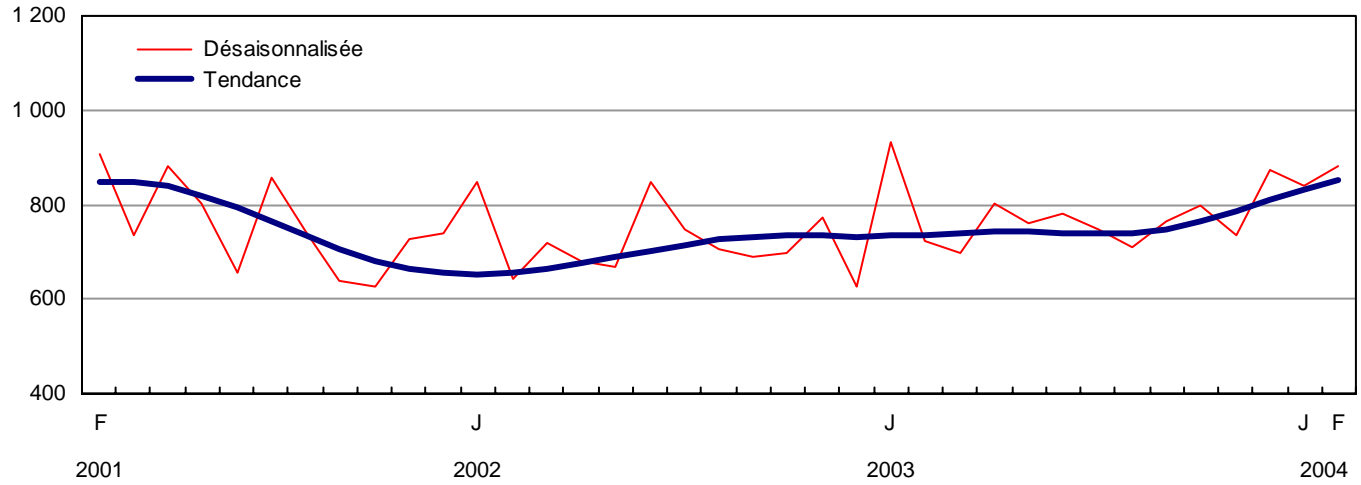
Valeur industrielle



Permis de bâtir - Canada

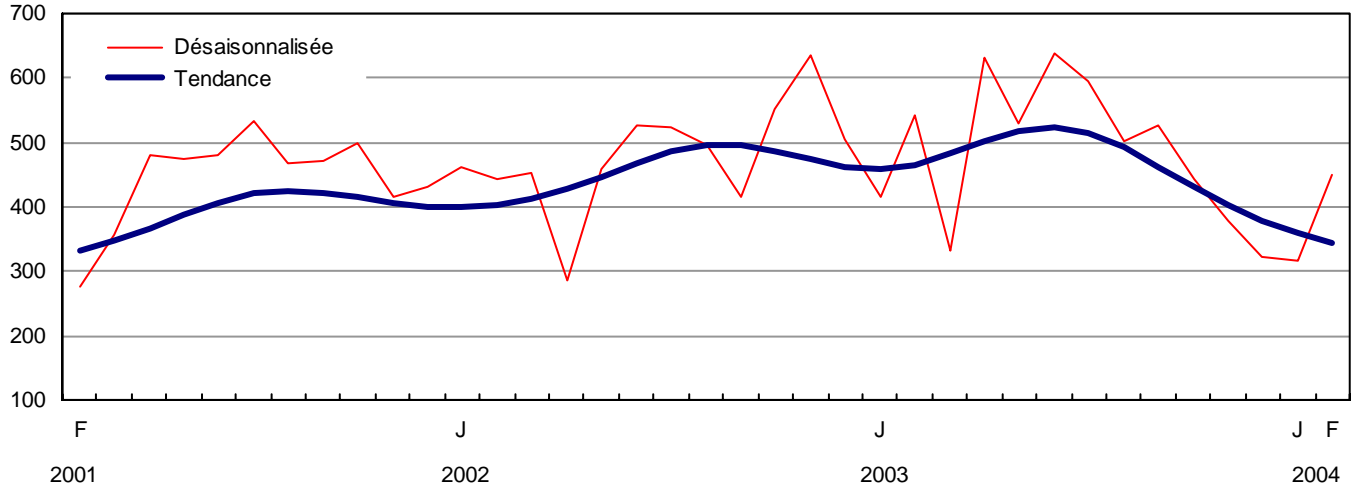
Valeur commerciale

Millions de \$



Valeur institutionnelle et gouvernementale

Millions de \$



PUBLICATIONS ÉLECTRONIQUES DISPONIBLES À
www.statcan.ca



Partie II – Tableaux (désaisonnalisés)

Tableau 1

Valeur totale des permis de bâtir, provinces et territoires, désaisonnalisés

Province/territoire	2004	2004	Févr. - Janv.	Janv. - Déc.	Déc. - Nov.	Nov. - Oct.	Oct. - Sept.	Sept. - Août
	Février ^p	Janvier ^r						
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	4 375 416	4 306 682	1,6	-2,6	6,3	-3,5	-2,8	8,5
Terre-Neuve-et-Labrador	41 131	39 641	3,8	-10,6	6,5	-3,9	-1,3	24,7
Île-du-Prince-Édouard	11 570	14 041	-17,6	-27,7	179,2	-15,3	-23,5	82,6
Nouvelle-Écosse	68 144	78 167	-12,8	3,3	-18,5	23,5	-8,8	4,7
Nouveau-Brunswick	42 633	60 374	-29,4	25,9	-26,2	5,8	-16,3	30,1
Québec	1 033 500	1 013 920	1,9	11,9	5,9	0,6	2,4	-2,4
Ontario	1 899 440	1 793 775	5,9	-9,3	4,6	-7,1	2,0	9,5
Manitoba	85 621	71 470	19,8	-12,1	11,8	5,5	-15,5	-10,5
Saskatchewan	50 199	47 655	5,3	-39,1	58,9	2,4	-24,6	-29,4
Alberta	510 789	457 616	11,6	-20,1	7,1	-6,7	5,2	2,0
Colombie-Britannique	620 202	724 558	-14,4	20,2	14,8	0,3	-23,9	35,5
Yukon	676	2 341	-71,1	-42,0	231,5	-60,8	-59,3	59,1
Territoires du Nord-Ouest	10 042	3 094	224,6	-68,0	32,2	-40,4	30,4	71,5
Nunavut	1 469	30	4 796,7	20,0	-99,8	227,1	85,1	-22,3

Tableau 2

Valeur des permis de bâtir non-résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisés

Province/territoire	2004	2004	Févr. - Janv.	Janv. - Déc.	Déc. - Nov.	Nov. - Oct.	Oct. - Sept.	Sept. - Août
	Février ^p	Janvier ^r						
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	1 586 904	1 378 245	15,1	-6,4	10,0	-10,3	-3,6	5,2
Terre-Neuve-et-Labrador	5 974	9 906	-39,7	-20,8	7,7	-2,3	1,6	5,9
Île-du-Prince-Édouard	1 009	5 097	-80,2	-52,9	257,2	61,5	49,8	-43,1
Nouvelle-Écosse	23 801	34 662	-31,3	61,0	-6,5	-8,1	-10,7	-15,8
Nouveau-Brunswick	7 830	5 978	31,0	-41,0	-59,0	-20,2	-24,9	62,6
Québec	411 208	285 796	43,9	17,3	8,1	-5,6	-15,0	-0,3
Ontario	765 180	650 610	17,6	-15,2	19,2	-22,4	21,4	5,1
Manitoba	37 304	22 926	62,7	-26,8	-3,0	43,1	-36,0	8,0
Saskatchewan	20 361	19 536	4,2	-62,3	151,5	2,6	-37,9	-39,8
Alberta	163 192	133 819	21,9	-27,3	5,4	-10,2	3,0	-14,0
Colombie-Britannique	142 132	208 435	-31,8	55,4	-19,8	45,9	-52,8	55,7
Yukon	69	464	-85,1	-56,4	260,7	27,7	-90,4	1,4
Territoires du Nord-Ouest	7 919	986	703,1	-79,6	142,6	20,7	845,1	-95,2
Nunavut	925	30	2 983,3	20,0	-99,8	1 083,8	27,7	-30,8

Tableau 3
Valeur des permis de bâtir résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisés

Province/territoire	2004		Févr. - Janv.	Janv. - Déc.	Déc. - Nov.	Nov. - Oct.	Oct. - Sept.	Sept. - Août
	Février ^P	Janvier ^F						
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	2 788 512	2 928 437	-4,8	-0,7	4,5	0,1	-2,4	10,4
Terre-Neuve-et-Labrador	35 157	29 735	18,2	-6,5	6,1	-4,5	-2,3	33,4
Île-du-Prince-Édouard	10 561	8 944	18,1	4,1	119,0	-38,1	-33,2	158,1
Nouvelle-Écosse	44 343	43 505	1,9	-19,6	-22,5	39,3	-7,9	19,8
Nouveau-Brunswick	34 803	54 396	-36,0	43,8	-6,1	32,3	-5,3	3,6
Québec	622 292	728 124	-14,5	9,9	5,2	3,0	11,3	-3,4
Ontario	1 134 260	1 143 165	-0,8	-5,6	-3,0	3,3	-8,1	11,9
Manitoba	48 317	48 544	-0,5	-2,9	23,6	-12,8	0,0	-20,8
Saskatchewan	29 838	28 119	6,1	6,1	-7,5	2,3	-11,0	-14,4
Alberta	347 597	323 797	7,4	-16,7	7,9	-4,8	6,4	13,1
Colombie-Britannique	478 070	516 123	-7,4	10,1	30,9	-12,5	-8,2	26,6
Yukon	607	1 877	-67,7	-36,9	222,2	-67,9	-45,0	115,8
Territoires du Nord-Ouest	2 123	2 108	0,7	-56,3	-9,3	-50,0	15,0	404,8
Nunavut	544	0	-100,0	13,5	108,5	-18,2

Tableau 4
Nombre d'unités de logement autorisées, provinces et territoires, désaisonnalisées à un taux annuel

Province/territoire	2004		Févr. - Janv.	Janv. - Déc.	Déc. - Nov.	Nov. - Oct.	Oct. - Sept.	Sept. - Août
	Février ^P	Janvier ^F						
	unités		variation en pourcentage					
Canada	224 544	238 644	-5,9	2,5	2,6	-3,9	2,0	5,6
Terre-Neuve-et-Labrador	2 832	2 580	9,8	-15,4	16,0	-15,4	6,1	17,3
Île-du-Prince-Édouard	864	1 008	-14,3	61,5	85,7	-60,0	-16,7	200,0
Nouvelle-Écosse	3 828	3 756	1,9	-13,8	-32,4	57,0	-11,6	27,3
Nouveau-Brunswick	3 168	3 600	-12,0	-4,2	-19,3	27,2	4,1	2,8
Québec	51 240	78 252	-34,5	41,0	0,7	-3,7	17,4	-5,0
Ontario	89 820	77 100	16,5	-11,5	-7,8	4,6	-4,8	3,9
Manitoba	4 224	4 008	5,4	-13,7	41,2	-24,7	-13,9	-44,3
Saskatchewan	2 280	2 364	-3,6	10,1	-13,1	-30,9	8,8	-23,5
Alberta	33 516	33 216	0,9	-14,9	21,7	-15,4	11,5	24,2
Colombie-Britannique	32 388	32 520	-0,4	0,9	30,9	-16,8	-8,1	26,0
Yukon	0	120	-100,0	...	-100,0	-53,8	-23,5	54,5
Territoires du Nord-Ouest	228	120	90,0	-75,0	-9,1	-44,3	2,6	1 825,0
Nunavut	156	0	-100,0	11,5	225,0	-11,1

Tableau 5

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non-résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisés, 2004

Mois	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					Total
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
Canada									
Janvier ^f	10 533	9 354	19 887	2 928 437	220 500	840 003	317 742	1 378 245	4 306 682
Février ^p	10 108	8 604	18 712	2 788 512	254 054	882 132	450 718	1 586 904	4 375 416
Cumulatif janv. - févr. 2004	20 641	17 958	38 599	5 716 949	474 554	1 722 135	768 460	2 965 149	8 682 098
Cumulatif janv. - févr. 2003	20 793	15 279	36 072	5 086 768	698 707	1 652 369	955 849	3 306 925	8 393 693
Terre-Neuve-et-Labrador									
Janvier ^f	205	10	215	29 735	395	8 576	935	9 906	39 641
Février ^p	193	43	236	35 157	94	5 660	220	5 974	41 131
Cumulatif janv. - févr. 2004	398	53	451	64 892	489	14 236	1 155	15 880	80 772
Cumulatif janv. - févr. 2003	275	30	305	40 042	379	14 594	3 918	18 891	58 933
Île-du-Prince-Édouard									
Janvier ^f	81	3	84	8 944	0	91	5 006	5 097	14 041
Février ^p	64	8	72	10 561	50	949	10	1 009	11 570
Cumulatif janv. - févr. 2004	145	11	156	19 505	50	1 040	5 016	6 106	25 611
Cumulatif janv. - févr. 2003	106	22	128	13 036	0	1 353	875	2 228	15 264
Nouvelle-Écosse									
Janvier ^f	244	69	313	43 505	977	32 390	1 295	34 662	78 167
Février ^p	238	81	319	44 343	1 593	16 549	5 659	23 801	68 144
Cumulatif janv. - févr. 2004	482	150	632	87 848	2 570	48 939	6 954	58 463	146 311
Cumulatif janv. - févr. 2003	506	289	795	100 216	2 656	26 941	2 093	31 690	131 906
Nouveau-Brunswick									
Janvier ^f	282	18	300	54 396	868	3 571	1 539	5 978	60 374
Février ^p	260	4	264	34 803	2 728	4 747	355	7 830	42 633
Cumulatif janv. - févr. 2004	542	22	564	89 199	3 596	8 318	1 894	13 808	103 007
Cumulatif janv. - févr. 2003	421	64	485	57 879	3 017	19 155	2 137	24 309	82 188
Québec									
Janvier ^f	2 273	4 248	6 521	728 124	39 216	191 300	55 280	285 796	1 013 920
Février ^p	2 241	2 029	4 270	622 292	78 406	195 744	137 058	411 208	1 033 500
Cumulatif janv. - févr. 2004	4 514	6 277	10 791	1 350 416	117 622	387 044	192 338	697 004	2 047 420
Cumulatif janv. - févr. 2003	4 194	4 786	8 980	1 053 786	80 212	317 504	105 154	502 870	1 556 656
Ontario									
Janvier ^f	3 975	2 450	6 425	1 143 165	145 536	315 096	189 978	650 610	1 793 775
Février ^p	3 671	3 814	7 485	1 134 260	114 571	377 415	273 194	765 180	1 899 440
Cumulatif janv. - févr. 2004	7 646	6 264	13 910	2 277 425	260 107	692 511	463 172	1 415 790	3 693 215
Cumulatif janv. - févr. 2003	8 111	6 758	14 869	2 315 877	487 368	730 396	682 028	1 899 792	4 215 669
Manitoba									
Janvier ^f	320	14	334	48 544	3 592	9 533	9 801	22 926	71 470
Février ^p	296	56	352	48 317	6 826	24 514	5 964	37 304	85 621
Cumulatif janv. - févr. 2004	616	70	686	96 861	10 418	34 047	15 765	60 230	157 091
Cumulatif janv. - févr. 2003	569	10	579	84 399	5 816	43 094	6 693	55 603	140 002
Saskatchewan									
Janvier ^f	156	41	197	28 119	3 398	8 355	7 783	19 536	47 655
Février ^p	182	8	190	29 838	2 116	15 024	3 221	20 361	50 199
Cumulatif janv. - févr. 2004	338	49	387	57 957	5 514	23 379	11 004	39 897	97 854
Cumulatif janv. - févr. 2003	335	348	683	65 512	5 791	58 214	10 692	74 697	140 209

Tableau 5

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non-résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisés, 2004 – fin

Mois	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					Total
	Unifamiliiales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
Alberta									
Janvier ^f	1 701	1 067	2 768	323 797	19 450	90 887	23 482	133 819	457 616
Février ^p	1 696	1 097	2 793	347 597	22 523	126 475	14 194	163 192	510 789
Cumulatif janv. - févr. 2004	3 397	2 164	5 561	671 394	41 973	217 362	37 676	297 011	968 405
Cumulatif janv. - févr. 2003	4 077	1 864	5 941	725 171	83 141	234 819	73 337	391 297	1 116 468
Colombie-Britannique									
Janvier ^f	1 276	1 434	2 710	516 123	6 975	178 911	22 549	208 435	724 558
Février ^p	1 247	1 452	2 699	478 070	24 863	107 324	9 945	142 132	620 202
Cumulatif janv. - févr. 2004	2 523	2 886	5 409	994 193	31 838	286 235	32 494	350 567	1 344 760
Cumulatif janv. - févr. 2003	2 167	1 104	3 271	626 888	29 890	204 458	68 637	302 985	929 873
Territoire du Yukon									
Janvier ^f	10	0	10	1 877	36	417	11	464	2 341
Février ^p	0	0	0	607	0	69	0	69	676
Cumulatif janv. - févr. 2004	10	0	10	2 484	36	486	11	533	3 017
Cumulatif janv. - févr. 2003	0	4	4	1 601	3	749	285	1 037	2 638
Territoires du Nord-Ouest									
Janvier ^f	10	0	10	2 108	57	846	83	986	3 094
Février ^p	19	0	19	2 123	284	7 632	3	7 919	10 042
Cumulatif janv. - févr. 2004	29	0	29	4 231	341	8 478	86	8 905	13 136
Cumulatif janv. - févr. 2003	32	0	32	2 361	434	1 092	0	1 526	3 887
Nunavut									
Janvier ^f	0	0	0	0	0	30	0	30	30
Février ^p	1	12	13	544	0	30	895	925	1 469
Cumulatif janv. - févr. 2004	1	12	13	544	0	60	895	955	1 499
Cumulatif janv. - févr. 2003	0	0	0	0	0	0	0	0	0

¹ Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie: maison individuelle, maison mobile et chalet.

Tableau 6

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisés, 2004

Mois	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
Abbotsford, Colombie-Britannique									
Janvier ^f	50	3	53	7 812	739	283	248	1 270	9 082
Février ^P	68	14	82	11 433	1 719	1 810	570	4 099	15 532
Cumulatif janv. - févr. 2004	118	17	135	19 245	2 458	2 093	818	5 369	24 614
Cumulatif janv. - févr. 2003	131	71	202	21 683	2 041	1 608	2 623	6 272	27 955
Calgary, Alberta									
Janvier ^f	679	358	1 037	130 123	397	17 198	8 123	25 718	155 841
Février ^P	716	402	1 118	153 079	3 560	80 968	6 079	90 607	243 686
Cumulatif janv. - févr. 2004	1 395	760	2 155	283 202	3 957	98 166	14 202	116 325	399 527
Cumulatif janv. - févr. 2003	1 726	643	2 369	323 784	49 104	126 179	39 502	214 785	538 569
Edmonton, Alberta									
Janvier ^f	550	678	1 228	107 188	2 678	37 067	13 748	53 493	160 681
Février ^P	436	609	1 045	94 061	3 134	16 395	2 146	21 675	115 736
Cumulatif janv. - févr. 2004	986	1 287	2 273	201 249	5 812	53 462	15 894	75 168	276 417
Cumulatif janv. - févr. 2003	1 025	947	1 972	188 328	10 647	52 779	17 036	80 462	268 790
Greater Sudbury, Ontario									
Janvier ^f	0	0	0	241	6	540	489	1 035	1 276
Février ^P	7	0	7	1 705	12	341	1 214	1 567	3 272
Cumulatif janv. - févr. 2004	7	0	7	1 946	18	881	1 703	2 602	4 548
Cumulatif janv. - févr. 2003	22	0	22	3 750	40	2 667	645	3 352	7 102
Halifax, Nouvelle-Écosse									
Janvier ^f	109	46	155	27 984	0	6 196	40	6 236	34 220
Février ^P	110	56	166	22 688	248	3 466	5 060	8 774	31 462
Cumulatif janv. - févr. 2004	219	102	321	50 672	248	9 662	5 100	15 010	65 682
Cumulatif janv. - févr. 2003	250	236	486	63 255	97	10 455	1 690	12 242	75 497
Hamilton, Ontario									
Janvier ^f	80	183	263	41 057	7 382	3 473	339	11 194	52 251
Février ^P	155	289	444	61 879	2 690	18 248	195	21 133	83 012
Cumulatif janv. - févr. 2004	235	472	707	102 936	10 072	21 721	534	32 327	135 263
Cumulatif janv. - févr. 2003	340	269	609	89 619	3 558	28 983	172 522	205 063	294 682
Kingston, Ontario									
Janvier ^f	12	7	19	3 206	104	2 143	8 134	10 381	13 587
Février ^P	22	3	25	3 997	213	3 166	3 176	6 555	10 552
Cumulatif janv. - févr. 2004	34	10	44	7 203	317	5 309	11 310	16 936	24 139
Cumulatif janv. - févr. 2003	66	5	71	9 607	1 243	11 501	11 020	23 764	33 371
Kitchener, Ontario									
Janvier ^f	215	67	282	44 824	11 677	14 595	2 797	29 069	73 893
Février ^P	171	192	363	45 681	1 754	7 077	68 829	77 660	123 341
Cumulatif janv. - févr. 2004	386	259	645	90 505	13 431	21 672	71 626	106 729	197 234
Cumulatif janv. - févr. 2003	466	296	762	109 784	18 384	21 875	22 671	62 930	172 714
London, Ontario									
Janvier ^f	146	29	175	23 321	1 730	6 793	58 511	67 034	90 355
Février ^P	180	142	322	51 400	1 200	29 856	2 182	33 238	84 638
Cumulatif janv. - févr. 2004	326	171	497	74 721	2 930	36 649	60 693	100 272	174 993
Cumulatif janv. - févr. 2003	296	249	545	63 951	2 380	8 121	28 389	38 890	102 841
Montréal, Québec									
Janvier ^f	1 002	3 124	4 126	441 239	28 452	102 948	22 713	154 113	595 352
Février ^P	1 021	1 106	2 127	321 784	61 668	120 352	72 867	254 887	576 671
Cumulatif janv. - févr. 2004	2 023	4 230	6 253	763 023	90 120	223 300	95 580	409 000	1 172 023
Cumulatif janv. - févr. 2003	1 922	2 610	4 532	553 305	53 702	168 079	44 870	266 651	819 956

Tableau 6

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisés, 2004 – suite

Mois	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
Oshawa, Ontario									
Janvier ^f	98	83	181	35 786	355	2 695	897	3 947	39 733
Février ^p	69	273	342	50 875	141	9 943	179	10 263	61 138
Cumulatif janv. - févr. 2004	167	356	523	86 661	496	12 638	1 076	14 210	100 871
Cumulatif janv. - févr. 2003	367	250	617	104 213	89 733	2 183	548	92 464	196 677
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec									
Janvier ^f	134	199	333	51 477	824	24 890	3 433	29 147	80 624
Février ^p	283	722	1 005	134 205	926	38 690	47 623	87 239	221 444
Cumulatif janv. - févr. 2004	417	921	1 338	185 682	1 750	63 580	51 056	116 386	302 068
Cumulatif janv. - févr. 2003	451	612	1 063	146 737	5 339	78 088	11 411	94 838	241 575
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec									
Janvier ^f	184	45	229	33 666	42	2 973	81	3 096	36 762
Février ^p	85	86	171	24 984	0	9 073	473	9 546	34 530
Cumulatif janv. - févr. 2004	269	131	400	58 650	42	12 046	554	12 642	71 292
Cumulatif janv. - févr. 2003	189	179	368	42 728	1 084	24 861	2 409	28 354	71 082
Québec, Québec									
Janvier ^f	217	243	460	44 398	1 383	40 253	1 391	43 027	87 425
Février ^p	254	423	677	81 961	5 977	17 603	29 374	52 954	134 915
Cumulatif janv. - févr. 2004	471	666	1 137	126 359	7 360	57 856	30 765	95 981	222 340
Cumulatif janv. - févr. 2003	532	741	1 273	115 743	2 763	30 434	10 497	43 694	159 437
Regina, Saskatchewan									
Janvier ^f	50	0	50	8 771	3 195	2 966	6 109	12 270	21 041
Février ^p	41	6	47	8 915	6	5 005	153	5 164	14 079
Cumulatif janv. - févr. 2004	91	6	97	17 686	3 201	7 971	6 262	17 434	35 120
Cumulatif janv. - févr. 2003	102	0	102	12 317	16	24 244	1 045	25 305	37 622
Saguenay, Québec									
Janvier ^f	7	34	41	2 871	53	1 225	298	1 576	4 447
Février ^p	10	13	23	2 813	853	1 008	1 092	2 953	5 766
Cumulatif janv. - févr. 2004	17	47	64	5 684	906	2 233	1 390	4 529	10 213
Cumulatif janv. - févr. 2003	12	44	56	4 987	56	7 052	85	7 193	12 180
Saint John, Nouveau-Brunswick									
Janvier ^f	36	0	36	7 152	117	1 330	91	1 538	8 690
Février ^p	31	1	32	4 955	1 348	1 130	0	2 478	7 433
Cumulatif janv. - févr. 2004	67	1	68	12 107	1 465	2 460	91	4 016	16 123
Cumulatif janv. - févr. 2003	90	50	140	12 719	1 394	1 968	55	3 417	16 136
Saskatoon, Saskatchewan									
Janvier ^f	50	41	91	10 911	49	3 952	320	4 321	15 232
Février ^p	72	2	74	9 688	565	5 313	404	6 282	15 970
Cumulatif janv. - févr. 2004	122	43	165	20 599	614	9 265	724	10 603	31 202
Cumulatif janv. - févr. 2003	143	348	491	39 002	391	13 894	8 685	22 970	61 972
Sherbrooke, Québec									
Janvier ^f	31	61	92	7 926	150	6 548	222	6 920	14 846
Février ^p	53	38	91	11 347	461	2 224	577	3 262	14 609
Cumulatif janv. - févr. 2004	84	99	183	19 273	611	8 772	799	10 182	29 455
Cumulatif janv. - févr. 2003	117	36	153	23 231	1 038	4 474	882	6 394	29 625

Tableau 6

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisés, 2004 – fin

Mois	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction				Total	
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel				
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
St. Catharines-Niagara, Ontario									
Janvier ^f	79	57	136	23 000	1 091	22 551	3 159	26 801	49 801
Février ^P	77	24	101	17 811	1 799	14 034	9 380	25 213	43 024
Cumulatif janv. - févr. 2004	156	81	237	40 811	2 890	36 585	12 539	52 014	92 825
Cumulatif janv. - févr. 2003	182	76	258	37 812	7 053	50 854	1 959	59 866	97 678
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador									
Janvier ^f	150	10	160	23 542	30	6 197	415	6 642	30 184
Février ^P	130	38	168	20 109	13	4 590	200	4 803	24 912
Cumulatif janv. - févr. 2004	280	48	328	43 651	43	10 787	615	11 445	55 096
Cumulatif janv. - févr. 2003	201	30	231	30 860	333	7 866	2 636	10 835	41 695
Thunder Bay, Ontario									
Janvier ^f	0	0	0	291	33	4 108	122	4 263	4 554
Février ^P	1	1	2	548	147	437	6 607	7 191	7 739
Cumulatif janv. - févr. 2004	1	1	2	839	180	4 545	6 729	11 454	12 293
Cumulatif janv. - févr. 2003	9	48	57	6 768	449	3 768	275	4 492	11 260
Toronto, Ontario									
Janvier ^f	2 099	1 498	3 597	686 028	86 909	171 442	94 554	352 905	1 038 933
Février ^P	1 400	1 579	2 979	474 454	29 360	191 045	102 145	322 550	797 004
Cumulatif janv. - févr. 2004	3 499	3 077	6 576	1 160 482	116 269	362 487	196 699	675 455	1 835 937
Cumulatif janv. - févr. 2003	3 301	4 311	7 612	1 230 049	240 593	399 068	295 771	935 432	2 165 481
Trois-Rivières, Québec									
Janvier ^f	11	63	74	5 891	77	2 251	209	2 537	8 428
Février ^P	20	19	39	4 914	1 059	3 120	0	4 179	9 093
Cumulatif janv. - févr. 2004	31	82	113	10 805	1 136	5 371	209	6 716	17 521
Cumulatif janv. - févr. 2003	35	77	112	12 989	583	4 782	2 161	7 526	20 515
Vancouver, Colombie-Britannique									
Janvier ^f	544	1 146	1 690	332 301	1 989	138 200	13 836	154 025	486 326
Février ^P	489	1 159	1 648	257 874	5 372	60 826	3 752	69 950	327 824
Cumulatif janv. - févr. 2004	1 033	2 305	3 338	590 175	7 361	199 026	17 588	223 975	814 150
Cumulatif janv. - févr. 2003	917	699	1 616	346 058	17 595	115 703	30 273	163 571	509 629
Victoria, Colombie-Britannique									
Janvier ^f	102	53	155	26 132	309	4 699	2 856	7 864	33 996
Février ^P	78	109	187	37 476	2 595	10 802	1 635	15 032	52 508
Cumulatif janv. - févr. 2004	180	162	342	63 608	2 904	15 501	4 491	22 896	86 504
Cumulatif janv. - févr. 2003	179	86	265	46 535	792	29 836	19 837	50 465	97 000
Windsor, Ontario									
Janvier ^f	87	26	113	17 244	4 029	15 459	744	20 232	37 476
Février ^P	150	208	358	44 293	1 527	7 190	1 368	10 085	54 378
Cumulatif janv. - févr. 2004	237	234	471	61 537	5 556	22 649	2 112	30 317	91 854
Cumulatif janv. - févr. 2003	306	157	463	67 213	17 316	14 887	20 201	52 404	119 617
Winnipeg, Manitoba									
Janvier ^f	201	8	209	27 328	3 589	7 917	9 762	21 268	48 596
Février ^P	180	5	185	26 600	6 480	12 900	4 322	23 702	50 302
Cumulatif janv. - févr. 2004	381	13	394	53 928	10 069	20 817	14 084	44 970	98 898
Cumulatif janv. - févr. 2003	295	10	305	46 180	3 810	35 532	5 915	45 257	91 437

¹ Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie: maison individuelle, maison mobile et chalet.

Partie III – Tableaux (non désaisonnalisés)

Tableau 7

Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisés, 2004

Mois	Nombre d'unités de logement						
	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appar- tements	Transfor- mations	Logements, total
Canada							
Janvier ^f	6 106	19	701	1 435	4 090	463	12 814
Février ^p	6 907	17	671	1 771	3 677	255	13 298
Cumulatif janv. - févr. 2004	13 013	36	1 372	3 206	7 767	718	26 112
Cumulatif janv. - févr. 2003	13 543	39	1 822	2 234	6 608	693	24 939
Terre-Neuve-et-Labrador							
Janvier ^f	53	0	2	0	4	0	59
Février ^p	38	0	4	3	6	5	56
Cumulatif janv. - févr. 2004	91	0	6	3	10	5	115
Cumulatif janv. - févr. 2003	60	2	0	0	11	2	75
Île-du-Prince-Édouard							
Janvier ^f	19	1	0	0	2	1	23
Février ^p	17	0	2	0	6	0	25
Cumulatif janv. - févr. 2004	36	1	2	0	8	1	48
Cumulatif janv. - févr. 2003	20	5	4	0	8	10	47
Nouvelle-Écosse							
Janvier ^f	96	4	26	0	25	0	151
Février ^p	112	1	2	4	51	8	178
Cumulatif janv. - févr. 2004	208	5	28	4	76	8	329
Cumulatif janv. - févr. 2003	232	5	30	13	202	7	489
Nouveau-Brunswick							
Janvier ^f	68	1	0	0	14	4	87
Février ^p	56	1	0	0	2	2	61
Cumulatif janv. - févr. 2004	124	2	0	0	16	6	148
Cumulatif janv. - févr. 2003	91	4	2	0	54	8	159
Québec							
Janvier ^f	1 005	7	69	75	1 501	350	3 007
Février ^p	1 868	12	183	85	1 196	144	3 488
Cumulatif janv. - févr. 2004	2 873	19	252	160	2 697	494	6 495
Cumulatif janv. - févr. 2003	2 841	6	219	52	2 213	348	5 679
Ontario							
Janvier ^f	2 549	3	412	965	462	75	4 466
Février ^p	2 243	0	279	1 008	1 171	73	4 774
Cumulatif janv. - févr. 2004	4 792	3	691	1 973	1 633	148	9 240
Cumulatif janv. - févr. 2003	5 163	6	1 163	1 106	2 700	177	10 315
Manitoba							
Janvier ^f	163	1	8	1	5	0	178
Février ^p	179	1	3	0	53	1	237
Cumulatif janv. - févr. 2004	342	2	11	1	58	1	415
Cumulatif janv. - févr. 2003	289	0	4	6	0	0	299

Tableau 7

Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisés, 2004 – fin

Mois	Nombre d'unités de logement						
	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appar- tements	Transfor- mations	Logements, total
Saskatchewan							
Janvier ^f	45	0	4	36	0	1	86
Février ^P	92	0	2	0	6	0	100
Cumulatif janv. - févr. 2004	137	0	6	36	6	1	186
Cumulatif janv. - févr. 2003	147	0	6	210	80	54	497
Alberta							
Janvier ^f	1 224	0	118	20	733	10	2 105
Février ^P	1 309	2	144	92	652	0	2 199
Cumulatif janv. - févr. 2004	2 533	2	262	112	1 385	10	4 304
Cumulatif janv. - févr. 2003	3 034	7	290	478	798	27	4 634
Colombie-Britannique							
Janvier ^f	880	2	62	338	1 344	22	2 648
Février ^P	987	0	52	579	522	22	2 162
Cumulatif janv. - févr. 2004	1 867	2	114	917	1 866	44	4 810
Cumulatif janv. - févr. 2003	1 653	4	102	369	542	58	2 728
Territoire du Yukon							
Janvier ^f	1	0	0	0	0	0	1
Février ^P	0	0	0	0	0	0	0
Cumulatif janv. - févr. 2004	1	0	0	0	0	0	1
Cumulatif janv. - févr. 2003	0	0	2	0	0	2	4
Territoires du Nord-Ouest							
Janvier ^f	3	0	0	0	0	0	3
Février ^P	5	0	0	0	0	0	5
Cumulatif janv. - févr. 2004	8	0	0	0	0	0	8
Cumulatif janv. - févr. 2003	13	0	0	0	0	0	13
Nunavut							
Janvier ^f	0	0	0	0	0	0	0
Février ^P	1	0	0	0	12	0	13
Cumulatif janv. - févr. 2004	1	0	0	0	12	0	13
Cumulatif janv. - févr. 2003	0	0	0	0	0	0	0

Tableau 8

Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisés, février 2004

Région métropolitaine de recensement	Nombre d'unités de logement						Logements, total
	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appar-tements	Transfor-mations	
Abbotsford, Colombie-Britannique	57	0	0	10	0	1	68
Calgary, Alberta	606	0	65	77	177	0	925
Edmonton, Alberta	369	0	54	3	426	0	852
Greater Sudbury, Ontario	5	0	0	0	0	0	5
Halifax, Nouvelle-Écosse	62	0	2	4	47	3	118
Hamilton, Ontario	105	0	7	132	57	0	301
Kingston, Ontario	15	0	2	0	0	0	17
Kitchener, Ontario	116	0	11	18	96	5	246
London, Ontario	122	0	0	14	80	2	218
Montréal, Québec	1 005	0	59	58	645	114	1 881
Oshawa, Ontario	47	0	74	111	0	0	232
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	276	0	52	298	204	4	834
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	192	0	38	293	156	3	682
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	84	0	14	5	48	1	152
Québec, Québec	248	2	59	18	250	8	585
Regina, Saskatchewan	29	0	2	0	4	0	35
Saguenay, Québec	10	0	8	0	0	2	20
Saint John, Nouveau-Brunswick	12	0	0	0	0	1	13
Saskatoon, Saskatchewan	50	0	0	0	2	0	52
Sherbrooke, Québec	52	0	0	0	26	4	82
St. Catharines-Niagara, Ontario	52	0	2	11	0	3	68
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	32	0	4	3	2	4	45
Thunder Bay, Ontario	1	0	0	0	0	1	2
Toronto, Ontario	950	0	120	299	626	26	2 021
Trois-Rivières, Québec	20	0	0	0	12	3	35
Vancouver, Colombie-Britannique	408	0	22	488	389	8	1 315
Victoria, Colombie-Britannique	65	0	4	20	59	2	150
Windsor, Ontario	102	0	4	49	88	0	243
Winnipeg, Manitoba	131	0	3	0	2	0	136

Tableau 9

Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisés, janvier – février 2004

Région métropolitaine de recensement	Nombre d'unités de logement						Logements, total
	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appar-tements	Transfor-mations	
Abbotsford, Colombie-Britannique	97	0	0	10	4	1	112
Calgary, Alberta	1 146	0	92	89	432	0	1 759
Edmonton, Alberta	806	0	130	11	888	10	1 845
Greater Sudbury, Ontario	5	0	0	0	0	0	5
Halifax, Nouvelle-Écosse	127	0	28	4	67	3	229
Hamilton, Ontario	165	0	17	203	129	0	514
Kingston, Ontario	24	0	2	0	6	0	32
Kitchener, Ontario	276	0	17	39	120	10	462
London, Ontario	231	0	5	25	80	10	351
Montréal, Québec	1 553	0	97	125	1 804	393	3 972
Oshawa, Ontario	120	0	118	136	0	0	374
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	477	0	77	442	215	12	1 223
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	292	0	54	437	156	9	948
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	185	0	23	5	59	3	275
Québec, Québec	366	3	65	25	344	21	824
Regina, Saskatchewan	47	0	2	0	4	0	53
Saguenay, Québec	14	0	8	0	2	17	41
Saint John, Nouveau-Brunswick	19	1	0	0	0	1	21
Saskatoon, Saskatchewan	68	0	4	36	2	1	111
Sherbrooke, Québec	69	0	0	0	56	4	129
St. Catharines-Niagara, Ontario	111	0	8	22	21	13	175
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	82	0	6	3	6	4	101
Thunder Bay, Ontario	1	0	0	0	0	1	2
Toronto, Ontario	2 515	0	431	885	963	44	4 838
Trois-Rivières, Québec	26	0	6	0	34	6	72
Vancouver, Colombie-Britannique	842	0	38	766	1 542	22	3 210
Victoria, Colombie-Britannique	145	1	4	38	108	3	299
Windsor, Ontario	167	0	4	68	90	1	330
Winnipeg, Manitoba	257	0	11	0	2	0	270

Tableau 10

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisés, 2004

Mois	Valeur de la construction (en milliers de dollars)				Total
	Résidentiel	Non résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouver- nemental	
Canada					
Janvier ^f	1 854 714	190 136	519 967	257 983	2 822 800
Février ^p	1 897 877	188 653	607 134	319 241	3 012 905
Cumulatif janv. - févr. 2004	3 752 591	378 789	1 127 101	577 224	5 835 705
Cumulatif janv. - févr. 2003	3 374 459	579 635	1 110 425	756 985	5 821 504
Terre-Neuve-et-Labrador					
Janvier ^f	7 268	395	3 789	935	12 387
Février ^p	6 749	94	2 318	220	9 381
Cumulatif janv. - févr. 2004	14 017	489	6 107	1 155	21 768
Cumulatif janv. - févr. 2003	9 513	379	5 954	3 918	19 764
Île-du-Prince-Édouard					
Janvier ^f	2 529	0	91	5 006	7 626
Février ^p	3 131	50	949	10	4 140
Cumulatif janv. - févr. 2004	5 660	50	1 040	5 016	11 766
Cumulatif janv. - févr. 2003	4 040	0	1 353	875	6 268
Nouvelle-Écosse					
Janvier ^f	22 149	977	18 337	1 295	42 758
Février ^p	23 506	1 593	10 470	5 659	41 228
Cumulatif janv. - févr. 2004	45 655	2 570	28 807	6 954	83 986
Cumulatif janv. - févr. 2003	58 002	2 656	18 032	2 093	80 783
Nouveau-Brunswick					
Janvier ^f	9 107	868	3 571	1 539	15 085
Février ^p	7 389	2 728	4 747	355	15 219
Cumulatif janv. - févr. 2004	16 496	3 596	8 318	1 894	30 304
Cumulatif janv. - févr. 2003	12 364	3 017	19 155	2 137	36 673
Québec					
Janvier ^f	390 865	29 114	107 567	24 141	551 687
Février ^p	459 675	56 984	141 921	80 614	739 194
Cumulatif janv. - févr. 2004	850 540	86 098	249 488	104 755	1 290 881
Cumulatif janv. - févr. 2003	668 603	60 485	191 631	51 973	972 692
Ontario					
Janvier ^f	748 781	125 274	193 825	161 358	1 229 238
Février ^p	710 474	70 592	258 997	198 161	1 238 224
Cumulatif janv. - févr. 2004	1 459 255	195 866	452 822	359 519	2 467 462
Cumulatif janv. - févr. 2003	1 508 383	388 023	485 026	536 345	2 917 777
Manitoba					
Janvier ^f	23 930	3 592	7 493	9 801	44 816
Février ^p	28 972	6 826	15 087	5 964	56 849
Cumulatif janv. - févr. 2004	52 902	10 418	22 580	15 765	101 665
Cumulatif janv. - févr. 2003	43 550	5 816	33 247	6 693	89 306
Saskatchewan					
Janvier ^f	11 996	3 398	7 585	7 783	30 762
Février ^p	15 402	2 116	8 828	3 221	29 567
Cumulatif janv. - févr. 2004	27 398	5 514	16 413	11 004	60 329
Cumulatif janv. - févr. 2003	41 896	5 791	42 990	10 692	101 369

Tableau 10

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisés, 2004 – fin

Mois	Valeur de la construction (en milliers de dollars)				Total
	Résidentiel	Non résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouver- nemental	
Alberta					
Janvier ^f	231 877	19 450	68 641	23 482	343 450
Février ^p	254 885	22 523	87 816	14 194	379 418
Cumulatif janv. - févr. 2004	486 762	41 973	156 457	37 676	722 868
Cumulatif janv. - févr. 2003	542 457	83 141	181 859	73 337	880 794
Colombie-Britannique					
Janvier ^f	403 785	6 975	107 775	22 549	541 084
Février ^p	384 926	24 863	68 270	9 945	488 004
Cumulatif janv. - févr. 2004	788 711	31 838	176 045	32 494	1 029 088
Cumulatif janv. - févr. 2003	482 841	29 890	129 337	68 637	710 705
Territoire du Yukon					
Janvier ^f	319	36	417	11	783
Février ^p	101	0	69	0	170
Cumulatif janv. - févr. 2004	420	36	486	11	953
Cumulatif janv. - févr. 2003	449	3	749	285	1 486
Territoires du Nord-Ouest					
Janvier ^f	2 108	57	846	83	3 094
Février ^p	2 123	284	7 632	3	10 042
Cumulatif janv. - févr. 2004	4 231	341	8 478	86	13 136
Cumulatif janv. - févr. 2003	2 361	434	1 092	0	3 887
Nunavut					
Janvier ^f	0	0	30	0	30
Février ^p	544	0	30	895	1 469
Cumulatif janv. - févr. 2004	544	0	60	895	1 499
Cumulatif janv. - févr. 2003	0	0	0	0	0

Tableau 11

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisés, février 2004

Région métropolitaine de recensement	Valeur de la construction (en milliers de dollars)				Total
	Résidentiel	Non résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouver- nemental	
Abbotsford, Colombie-Britannique	9 718	1 719	1 257	570	13 264
Calgary, Alberta	124 683	3 560	56 236	6 079	190 558
Edmonton, Alberta	74 500	3 134	11 387	2 146	91 167
Greater Sudbury, Ontario	1 100	10	240	914	2 264
Halifax, Nouvelle-Écosse	15 080	248	3 466	5 060	23 854
Hamilton, Ontario	41 824	2 199	12 849	147	57 019
Kingston, Ontario	2 630	174	2 229	2 391	7 424
Kitchener, Ontario	30 402	1 434	4 983	51 815	88 634
London, Ontario	34 701	981	21 023	1 643	58 348
Montréal, Québec	260 586	42 801	93 839	46 061	443 287
Oshawa, Ontario	35 080	115	7 001	135	42 331
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	112 136	757	34 317	36 150	183 360
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	91 441	757	27 243	35 851	155 292
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	20 695	0	7 074	299	28 068
Québec, Québec	64 239	4 148	13 725	18 568	100 680
Regina, Saskatchewan	6 369	6	2 599	153	9 127
Saguenay, Québec	2 295	592	786	690	4 363
Saint John, Nouveau-Brunswick	1 694	1 348	1 130	0	4 172
Saskatoon, Saskatchewan	6 376	565	2 759	404	10 104
Sherbrooke, Québec	9 490	320	1 734	365	11 909
St. Catharines-Niagara, Ontario	11 634	1 471	9 882	7 061	30 048
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	5 501	13	1 944	200	7 658
Thunder Bay, Ontario	355	120	308	4 974	5 757
Toronto, Ontario	315 867	24 003	134 523	76 896	551 289
Trois-Rivières, Québec	4 101	735	2 433	0	7 269
Vancouver, Colombie-Britannique	233 720	5 372	42 240	3 752	285 084
Victoria, Colombie-Britannique	34 583	2 595	7 501	1 635	46 314
Windsor, Ontario	29 698	1 248	5 063	1 030	37 039
Winnipeg, Manitoba	18 544	6 480	10 130	4 322	39 476

Tableau 12

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, janvier – février 2004

Région métropolitaine de recensement	Valeur de la construction (en milliers de dollars)				Total
	Résidentiel	Non résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouver- nemental	
Abbotsford, Colombie-Britannique	15 940	2 458	1 429	818	20 645
Calgary, Alberta	226 592	3 957	71 882	14 202	316 633
Edmonton, Alberta	159 765	5 812	45 108	15 894	226 579
Greater Sudbury, Ontario	1 276	16	571	1 335	3 198
Halifax, Nouvelle-Écosse	32 603	248	9 662	5 100	47 613
Hamilton, Ontario	71 698	9 181	14 977	439	96 295
Kingston, Ontario	4 969	272	3 542	9 399	18 182
Kitchener, Ontario	63 152	12 478	13 925	54 225	143 780
London, Ontario	51 759	2 617	25 185	52 052	131 613
Montréal, Québec	543 042	61 722	155 173	59 847	819 784
Oshawa, Ontario	61 192	451	8 652	908	71 203
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	167 827	1 564	51 337	39 157	259 885
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	128 948	1 536	42 492	38 809	211 785
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	38 879	28	8 845	348	48 100
Québec, Québec	90 069	5 068	37 707	19 412	152 256
Regina, Saskatchewan	10 634	3 201	5 463	6 262	25 560
Saguenay, Québec	3 955	627	1 516	871	6 969
Saint John, Nouveau-Brunswick	3 081	1 465	2 460	91	7 097
Saskatoon, Saskatchewan	12 501	614	6 576	724	20 415
Sherbrooke, Québec	14 210	420	5 635	500	20 765
St. Catharines-Niagara, Ontario	28 420	2 503	23 698	9 783	64 404
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	12 411	43	5 104	615	18 173
Thunder Bay, Ontario	568	151	2 825	5 079	8 623
Toronto, Ontario	816 562	106 200	239 559	158 357	1 320 678
Trois-Rivières, Québec	7 790	786	3 774	127	12 477
Vancouver, Colombie-Britannique	533 871	7 361	126 302	17 588	685 122
Victoria, Colombie-Britannique	56 738	2 904	10 359	4 491	74 492
Windsor, Ontario	42 306	5 059	14 534	1 671	63 570
Winnipeg, Manitoba	36 603	10 069	16 510	14 084	77 266

Tableau 13

Valeur des permis non résidentiels selon le genre de bâtiment, provinces et territoires, février 2004

Genre de bâtiment	Canada	T.-N.-L.	Î.P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon	T.N.-O.	Nunavut
milliers de dollars														
Non résidentiel, total	1 115 028	2 632	1 009	17 722	7 830	279 519	527 750	27 877	14 165	124 533	103 078	69	7 919	925
Industriel	188 653	94	50	1 593	2 728	56 984	70 592	6 826	2 116	22 523	24 863	0	284	0
Usines, fabriques	89 196	0	0	1 065	0	45 315	27 270	0	0	1 599	13 947	0	0	0
Transports, services	56 405	0	0	0	1 263	3 065	23 233	6 398	300	16 729	5 417	0	0	0
Mines et agriculture	14 867	0	0	0	900	3 216	7 199	0	1 200	1 703	649	0	0	0
Projets industriels mineurs, neuf et améliorations ¹	28 185	94	50	528	565	5 388	12 890	428	616	2 492	4 850	0	284	0
Commercial	607 134	2 318	949	10 470	4 747	141 921	258 997	15 087	8 828	87 816	68 270	69	7 632	30
Commerces et services	198 972	0	600	4 564	2 670	68 624	79 959	5 500	1 650	16 872	17 933	0	600	0
Entrepôts	70 354	0	0	0	0	7 802	48 396	375	2 175	4 320	7 286	0	0	0
Postes d'essence	11 416	0	0	0	0	4 632	4 874	0	0	1 910	0	0	0	0
Edifices à bureaux	70 514	0	0	436	282	18 702	34 364	3 349	407	7 385	5 589	0	0	0
Loisirs	52 447	1 002	0	2 388	0	2 114	34 833	1 450	1 752	1 698	7 210	0	0	0
Hôtels, restaurants	47 585	0	0	0	300	8 118	12 186	397	775	6 439	12 770	0	6 600	0
Laboratoires	44 415	0	0	0	0	9 000	2 500	0	0	32 915	0	0	0	0
Projets commerciaux mineurs, neuf et améliorations ¹	111 431	1 316	349	3 082	1 495	22 929	41 885	4 016	2 069	16 277	17 482	69	432	30
Institutionnel et gouvernemental	319 241	220	10	5 659	355	80 614	198 161	5 964	3 221	14 194	9 945	0	3	895
Écoles, éducation	128 739	0	0	4 755	0	30 116	75 263	2 100	2 200	10 155	4 150	0	0	0
Hôpitaux, médical	97 983	0	0	358	0	23 391	70 100	269	320	1 710	1 835	0	0	0
Bien-être, foyers	46 995	0	0	0	0	13 230	31 640	1 105	0	0	1 020	0	0	0
Églises, religion	15 326	0	0	0	0	943	12 225	963	0	0	300	0	0	895
Bureaux gouvernementaux	12 359	0	0	0	0	7 400	3 039	1 090	0	830	0	0	0	0
Bureaux gouvernementaux gouvernementaux mineurs, neuf et améliorations ¹	17 839	220	10	546	355	5 534	5 894	437	701	1 499	2 640	0	3	0

¹ Réfère aux projets dont la valeur est inférieure à \$250,000 pour lesquels la ventilation par genre de bâtiment n'est pas disponible.

Partie IV – Enquête mensuelle sur les permis de bâtir – Qualité des données, concepts et méthodologie

Les renseignements qui suivent devraient être utilisés pour s'assurer de bien comprendre les concepts fondamentaux sur lesquels s'appuie la définition des données présentées ici, les méthodes qui sous-tendent l'enquête et les principaux aspects de la qualité des données. Ces renseignements vous aideront à mieux comprendre les points forts et les limites des données et la façon de bien les utiliser et les analyser. Ils pourraient être particulièrement importants lors de la comparaison des données à celles provenant d'autres enquêtes ou d'autres sources, ainsi que lors de leur analyse afin de tirer des conclusions quant à leur évolution au fil du temps.

Sources de données et méthodologie

L'enquête mensuelle sur les permis de bâtir menée auprès des municipalités canadiennes vise à recueillir des informations sur les intentions de construction. Les résultats de cette enquête servent d'une part de base de référence à la S.C.H.L. (Société canadienne d'hypothèques et du logement) dont l'un des mandats est d'effectuer le relevé mensuel du nombre de logements mis en chantier et parachevés. D'autre part, la statistique sur les permis de bâtir constitue un élément essentiel dans le calcul des dépenses d'immobilisation. De plus l'émission du permis de bâtir étant l'une des premières étapes du processus de construction, cette statistique est grandement utilisée comme indicateur avancé de cette activité.

Méthodologie générale :

L'enquête sur les permis de bâtir couvre 2,350 municipalités en provenance de toutes les provinces et territoires et regroupant 95% de la population canadienne. Elles ne font pas l'objet d'un échantillon prédéterminé et la participation à cette enquête est obligatoire. Les collectivités représentant les autres 5% de la population sont très petites et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total. En pratique, toutes les agglomérations urbaines y sont représentées ainsi qu'un bon pourcentage des municipalités rurales. Sauf exception, l'enquête couvre au minimum les municipalités déjà incluses dans l'enquête «Logements mis en chantier et parachevés». Sur une base régulière les municipalités non-répondantes et émettant des permis sont incitées à répondre à l'enquête. De ce fait, le nombre de municipalités couvertes s'accroît continuellement.

L'enquête est généralement menée par la poste bien que certaines municipalités puissent choisir de répondre par téléphone. L'agent municipal responsable de l'émission des permis remplit mensuellement un formulaire sur lequel chacun des projets de construction d'envergure doit être décrit.

Après avoir rempli leur rapport, les municipalités en acheminent une copie au bureau centrale de Statistique Canada et l'autre au bureau local de la Société canadienne d'hypothèques et du logement (S.C.H.L.). Afin de réduire leur fardeau, de plus en plus de répondants produisent un rapport informatisé. Seules les municipalités retardataires, incluses dans l'enquête de la S.C.H.L. ci-haut mentionnée, font l'objet d'un suivi téléphonique.

A leur réception au bureau centrale de Statistique Canada, les rapports sont vérifiés, codés et saisis.

Des procédures de contrôle qualitatif rigoureuses sont utilisées afin de s'assurer que la collecte, la codification ainsi que le traitement des données sont effectués avec le plus de précision possible. Des vérifications sont également exercées sur les totalisations et l'ordre de grandeur des données. Chaque rapport qui ne répond pas aux critères de qualité retenus fait l'objet d'une vérification et est corrigé au besoin.

Il faut procéder à des imputations pour chaque caractéristique pour laquelle aucune déclaration n'a été reçue. On les calcule automatiquement, sous réserve de certaines contraintes, en appliquant aux valeurs utilisées précédemment, les variations mensuelles et annuelles des valeurs semblables des municipalités répondantes; et le patron historiques des municipalités manquantes. Aucune estimation n'est faite pour le manque de couverture, la clandestinité ou la sous-évaluation des permis émis. Pour cette raison, l'erreur d'échantillonnage ne peut être calculée.

Les statistiques mensuelles ne font pas l'objet de correction pour les permis annulés ou périmés. D'après les agents municipaux, le volume d'annulation ou d'inutilisation est inférieur à 5%.

Période de référence : La période de référence aux fins de la collecte de données est le mois civil. Les rapports des municipalités qui font parties d'une région métropolitaine de recensement ou d'une agglomération de recensement doivent nous parvenir dans les 20 jours suivant le mois visé. Les autres municipalités ont 30 jours pour produire leur rapport. Les résultats sont diffusés entre 35 et 40 jours après la fin du mois de référence. Les données annuelles finales pour l'année civile antérieure sont diffusées en même temps que les données pour le mois de janvier de l'enquête.

Révisions :

Les révisions pouvant affecter les résultats de l'enquête sur les permis de bâtir sont de deux natures:

Révisions dues à la correction d'erreurs de codage :

Mensuellement, seules les données du mois précédent la période de référence peuvent être affectées par de telles révisions.

Révisions dues à l'addition de rapports tardifs :

Les rapports tardifs se rapportant au mois précédent la période de référence sont incorporés aux résultats de l'enquête sur une base courante. Cependant, les rapports reçus après la limite de deux mois suivant le mois de référence ne sont introduits qu'à la fin de l'année. Par conséquent, les données des douze derniers mois sont sujets à révision.

Désaisonnalisation :

Le cycle météorologique normal entraîne des fluctuations prévisibles des données. Les séries de données diffusées englobent à la fois des données désaisonnalisées (donc excluant les influences annuelles prévisibles) et des données non désaisonnalisées. Les données désaisonnalisées portant sur le total des unités et la valeur agrégée des permis de bâtir sont obtenues indirectement, c'est-à-dire par l'addition de leurs composantes désaisonnalisées. On obtient les unités totales de logement par l'agrégation des données désaisonnalisées de type unifamilial et multiple; la valeur totale des permis résulte pour sa part de la somme des éléments suivants: unifamiliale, multiple, industriel, commercial et institutionnel. Certaines séries ne présentent aucune saisonnalité apparente. Ainsi, les valeurs non-désaisonnalisées de ces séries ont été utilisées et agrégées aux valeurs désaisonnalisées des autres séries. À la fin de l'année, les séries chronologiques désaisonnalisées sont révisées afin de tenir compte des plus récentes fluctuations saisonnières. Habituellement, seules les trois années de fin de série sont affectées par ce processus de révision. Les données révisées sont introduites à la banque de données CANSIM.

Concepts et variables observées

Les données statistiques présentées dans le produit décrit ici ont trait au nombre d'unités de logement autorisées et à la **valeur des permis de bâtir**. La valeur des permis rapportés comprend les dépenses suivantes: matériaux, main d'oeuvre, profits et frais généraux. Le coût du terrain n'est jamais inclus dans la valeur estimative du permis tandis que les frais d'acquisition (actes notariés, frais d'arpentage, intérêts encourus) peuvent à l'occasion y être intégrés.

La classification utilisée dans la présente publication porte strictement sur les bâtiments pour lesquels un permis de bâtir a été émis. Généralement les permis émis correspondent aux travaux suivants: construction de nouveaux bâtiments, transformation de logement, ajout structurel, rénovation, etc. Les travaux de réparation (peinture, réfection de plancher, de toiture, etc.) pour lesquels aucun permis n'est requis et les travaux de génie (tels les barrages, les routes, les oléoducs, etc.), qui par définition ne sont pas des bâtiments, ne sont pas compris dans la présente statistique. Des estimations de ces travaux sont toutefois disponibles en consultant « Dépenses en immobilisations par type d'actif » (no 61-223 au catalogue) et « Investissements privés et publics » (no 61-205 au catalogue) .

La description fournie par les municipalités concernant le type de bâtiment (case #6 de la Section A du formulaire) ainsi que le type de travail à effectuer (case #7 de la Section A du formulaire) constitue le fondement de la classification. La classification des bâtiments en groupes ou sous-groupes principaux se fonde sur les éléments suivants: la destination prévue, dans le cas des immeubles nouveaux; l'utilisation réelle ou prévue des bâtiments auxquels des améliorations sont effectués; affiliation de l'immeuble où la construction envisagée a pour objet d'assurer des commodités accessoires; la principale utilisation de l'ensemble lorsque la construction projetée est destinée à plus d'une fin, toutefois lorsque le bâtiment abrite des logements, on procède à la répartition de la valeur des travaux entre l'usage résidentiel et non résidentiel.

Catégories de bâtiments

Dans cette publication la valeur des permis émis soit pour l'érection de nouveaux édifices ou pour l'exécution de travaux d'amélioration sont regroupés d'après les genres de bâtiments suivants: résidentiel, industriel, commercial, institutionnel et gouvernemental.

Construction résidentielle. Comprend tout bâtiment destiné à l'occupation privé soit sur une base permanente ou non. Les logements sont regroupés sous les types suivants: les logements unifamiliaux, mobiles, chalets, semi-détachés, en rangée ainsi que les appartements.

Construction industrielle. Englobe tout bâtiment destiné à la fabrication ou à la transformation de produits; au transport, aux communications et autres services d'utilité publique, à l'agriculture, à la sylviculture ainsi qu'à l'exploitation minière.

Construction commerciale. Il s'agit de tout bâtiment destiné à abriter des activités se rattachant au secteur tertiaire. Par exemple: les magasins, entrepôts, garages, immeubles à bureaux, théâtres, hôtels, salons funéraires, salons de beauté.

Construction institutionnelle et gouvernementale. Comprend les dépenses faites par les collectivités, les corps publics et les gouvernements pour la construction d'immeubles ou bâtiments; par exemple, écoles, universités, hôpitaux, cliniques, églises, foyers de vieillards.

Le **nombre d'unités de logements** correspond au nombre de logements indépendants créés. Il ne faut pas confondre avec le nombre de structures. Par exemple, dans le cas d'un édifice à appartements comptant six logements, on fera référence à six unités de logement. Dans le cas de transformation de bâtiments en unités de logement additionnelles, on tient compte du nombre de nouvelles unités créées. Dans cette publication, les unités de logements sont regroupées de la façon suivante:

Maison unifamiliale. Ce genre de logement est communément appelé « **maison simple** ». Il comprend les logements individuels complètement isolés de tout côté, y compris les maisons individuelles liées à un autre logement uniquement sous le sol. Sont inclus les unifamiliales à deux étages, les bungalows, les maisons à paliers multiples, qu'ils soient construits de façon conventionnelle ou préfabriquée.

Maison mobile. Maison conçue et construite pour être transportée sur son propre châssis et qu'on peut déplacer sans grand délai.

Chalet. Logement qui ne peut être habité à l'année ou en permanence puisque les installations nécessaires au confort sont insuffisantes.

Maison double ou semi-détachée. Correspond à toute maison d'habitation où chacun des deux logements sont côte à côte réunis soit par un mur commun ou un garage, mais non attenants à une autre construction et entourés d'espaces libres.

Maison en rangée. Il s'agit d'une rangée d'au moins trois logements réunis côte à côte sans autre logement au-dessus ou au-dessous.

Maison d'appartements. Cette catégorie inclut les logements compris dans une variété de bâtiments tels que: les duplex, les duplex jumelés, les triplex, les duplex en rangée, les appartements proprement dit et les logements adjacents à tout édifice non domiciliaire.

Transformation. Il s'agit du nombre de logements ajoutés par suite de la transformation d'un bâtiment déjà existant.

Classification géographique

Les entités géographiques sont classifiées selon la Classification Géographique Type (CGT) en usage à Statistique Canada. Un code (CGT) de douze chiffres a été attribué à chaque entité rapportante afin de pouvoir les classifier selon les niveaux géographiques suivants:

Province et territoire (Pr) : On compte dix provinces et trois territoires.

Région économique (RE) : Il s'agit des régions infra-provinciales de Statistique Canada établies par la Division des normes. On en compte soixante-seize.

Division de recensement (DR) : L'expression division de recensement signifie un regroupement de subdivision de recensement établie par une loi provinciale. On en dénombre deux cent quatre-vingt-un (des données sous un tel regroupement géographique sont disponibles sur demande).

Région métropolitaine de recensement (RMR) : Leur délimitation correspond à la définition du recensement de 2001. Le terme (RMR) désigne la principale zone du marché du travail d'une région urbaine (noyau urbanisé) comptant 100,000 habitants ou plus, d'après les chiffres de population du recensement. Les vingt-sept (RMR) figurent dans cette publication. Toutefois, bien que le recensement de 2001 définisse Ottawa-Gatineau comme une seule (RMR), elle est aussi présentée ici en deux entités distinctes étant donné qu'elles sont situées dans des provinces différentes.

Agglomération de recensement (AR) : Elle correspond aux zones de marchés de travail moins vastes des noyaux urbanisés comptant 10,000 habitants ou plus, tel que défini au recensement de 2001. On compte cent dix-huit (AR) au Canada. Lorsqu'une (AR) chevauche deux provinces elle est présentée partiellement dans chacune de celles-ci. L'agglomération de Lloydminster fait toutefois exception à cette règle, paraissant en totalité en Alberta.

Autres municipalités de 10,000 de population et plus : Il s'agit de municipalités ne faisant pas partie d'agglomérations de recensement dont la taille est d'environ 10,000 habitants. On distingue ces municipalités afin de rendre possible la comparaison entre l'enquête sur les permis de bâtir et celle sur les mises en chantier qui utilise ce concept.

Partie rurale : Sont regroupés sous cette rubrique toutes les entités géographiques ne faisant pas partie d'un (RMR) ou d'une (AR) et n'étant pas identifié par la Société canadienne d'hypothèques et de logement comme un centre urbain.

Subdivision de recensement (SDR) : L'expression subdivision de recensement se rattache aux municipalités, aux réserves indiennes, aux établissements et aux territoires non organisés. Toutefois étant donné que les établissements et les réserves indiennes n'émettent pas de permis de bâtir, elles ne sont pas comprises dans cette publication.

Unité géographique non-standard : Les unités géographiques qui apparaissent dans cette publication ne correspondent pas toutes à la définition de subdivision de recensement tel que définit ci-haut. Certaines administrations provinciales ou municipales étant dans l'impossibilité de produire des rapports mensuels conformes aux entités géographiques officielles, nous les publions selon l'entité géographique utilisée par ces administrations. Ces unités géographiques dites non-standards ne sont cependant pas très nombreuses et sont surtout concentrées dans les provinces maritimes.

Révisions territoriales

Les limites territoriales ont été établies conformément aux définitions du recensement de 2001. Durant les périodes intercensitaires les changements de limites, de statuts et de noms des (SDR) sont introduits dans cette publication sur une base annuelle. Les changements affectant les autres unités géographiques (RMR, AR, DR, RE) sont pour leurs parts incorporés sur base quinquennale dix huit mois après la tenue du recensement.

Exactitude des données

Les données sur les permis de bâtir étant extraites de documents administratifs municipaux, deux types d'erreurs de réponse sont possibles: les erreurs imputables au demandeur de permis et les erreurs de transcription faites par la municipalité répondante. L'expérience prouve que les erreurs de transcription sont peu fréquentes. De plus, du fait qu'un nombre croissant de municipalités produisent des rapports automatisés la fréquence de ce type d'erreur tend à diminuer. Toutefois, les erreurs provenant d'une déclaration sous-estimant le coût du projet de construction sont toujours probables. Le mode de tarification des permis qui, dans la plupart des cas, est établi en fonction de la valeur de construction mène indubitablement à une sous-évaluation de la valeur des projets.

Les autres sources d'erreurs sont les erreurs de traitement et les erreurs de non-réponse. En 2003, 99 % des municipalités couvertes par l'enquête ont fait parvenir leurs rapports mensuels sur les permis de bâtir.

Comparabilité des données et sources connexes

Toute comparaison de données doit être faite avec réserve étant donné que les modalités d'émission de permis ainsi que les méthodes d'estimation des valeurs peuvent différer d'une municipalité à l'autre. De plus, puisque le nombre de municipalités participant à l'enquête s'accroît constamment, on doit tenir compte de ce fait lors de comparaisons touchant des périodes différentes.

La présente publication ne renferme qu'une partie des données produites sur les permis de bâtir. On peut cependant en s'adressant à la section des Indicateurs courants de l'investissement ((613) 951-4646 ou 1-800-579-8533) commander soit des tableaux non-publiés ou soumettre des requêtes spéciales. Les séries présentées ici sont aussi disponibles sur CANSIM : Tableaux 026-0001 à 026-0008, 026-0010, 026-0015.

Produits et services connexes

Publications connexes choisies

Catalogue

- 62-202 Les habitudes de dépenses au Canada
- 75-202 Le revenu au Canada
- 61-205 Investissements privés et publics au Canada, perspective
- 61-206 Investissements privés et publics au Canada, perspective révisée



Building and demolition permits

Monthly Report

Permis de construction et de démolition

Rapport mensuel



1		<i>If necessary, please update corresponding information – Si nécessaire, veuillez mettre à jour les renseignements correspondants</i>	
2		Reporting Entity Name – Nom de l'entité rapportante	
3		Municipal Status (if applicable) – Statut municipal (s'il y a lieu)	
4		Address – Adresse	
5		6	Postal Code – Code postal
7		Contact Name – Nom du contact	
8		Contact Title – Titre du contact	
9		Language of Preference – Langue de préférence	
		1 <input type="checkbox"/> English 2 <input type="checkbox"/> Français	
10		Telephone Number – Numéro de téléphone	

<p align="center">General Information</p> <p>Confidential when completed.</p> <p>The collection of this information is authorized by the Statistics Act, Revised Statutes of Canada, 1985, Chapter S19.</p> <p>To avoid duplication of enquiry and to provide consistent statistics, this survey is being conducted under cooperative agreements, made in accordance with the Statistics Act, Revised Statutes of Canada, 1985, Chapter S19 under Section 11 for the exchange of information with: the Manitoba Bureau of Statistics, the Saskatchewan Bureau of Statistics and the British Columbia Central Statistics Bureau for respondents in each of the respective provinces; and under Section 12 for joint collection and sharing information with: the Northwest Territories Bureau of Statistics and the Canada Mortgage and Housing Corporation.</p> <p>Agreements coming under Section 12 of the Canada Statistics Act shall not apply to any respondent who give notice in writing to the Chief Statistician that he/she objects to the sharing of the information.</p> <p>Results of this survey will enable Statistics Canada to estimate residential and non-residential construction activity at various geographical level. The latter are published monthly in Catalogue 64-001, Building Permits.</p> <p>PLEASE REFER TO THE SURVEY REPORTING GUIDE AND SELF CODING GUIDE WHEN COMPLETING YOUR REPORT. If you require additional copies of these guides please contact us at 1-888-404-3339.</p>	<p align="center">Renseignements généraux</p> <p>Confidentiel une fois rempli.</p> <p>La collecte de cette information est autorisée par la Loi sur la statistique, Lois révisées du Canada, 1985, chapitre S19.</p> <p>Afin d'éviter tout chevauchement des enquêtes et de fournir des statistiques uniformes, Statistique Canada mène cette enquête aux termes d'accords conjoints conclus en vertu de l'article 11 de la Loi sur la statistique, Lois révisées du Canada, 1985, chapitre S19 pour l'échange de renseignements avec: le «Manitoba Bureau of Statistics», le «Saskatchewan Bureau of Statistics» et le «British Columbia Central Statistics Bureau» pour les répondants de ces différentes provinces; et en vertu de l'article 12 pour le rassemblement conjoint et l'échange de renseignements avec: le «Northwest Territories Bureau of Statistics» et la Société canadienne d'hypothèques et de logement.</p> <p>Les accords aux termes de l'article 12 de la Loi sur la statistique ne s'appliquent pas aux répondants qui s'opposent à l'échange de renseignements dans une lettre jointe au questionnaire dûment rempli et adressé au statisticien en chef du Canada.</p> <p>Les résultats de cette enquête permettront à Statistique Canada d'estimer l'activité de la construction résidentielle et non résidentielle à différents niveaux géographiques. Ces derniers sont publiés mensuellement dans Permis de bâtir, n° 64-001 au catalogue.</p> <p>VEUILLEZ CONSULTER LE GUIDE DE DÉCLARATION DE L'ENQUÊTE ET LE GUIDE POUR AUTOCODAGE POUR REMPLIR VOTRE RAPPORT. Si vous avez besoin des copies supplémentaires, veuillez communiquer au 1-888-404-3339.</p>
---	--

<p>11</p> <p align="center">Coverage Profile Update</p> <p>Is the geographical coverage of this monthly report different from that of your last report due to a change in boundaries, level of administration, etc.</p> <p align="right">1 <input type="checkbox"/> Yes Oui</p>	<p align="center">Mise à jour du profil de couverture</p> <p>Est-ce que la couverture géographique de ce rapport mensuel est différente de celle de votre rapport précédent dû à un changement de frontières, du niveau d'administration, etc.</p> <p align="right">2 <input type="checkbox"/> No Non</p>
--	--

<p>12</p> <p align="center">Reporting Period – Période visée</p> <p><i>Please use a separate form for each month being reported.</i> <i>Veillez utiliser un formulaire différent pour chaque mois rapporté.</i></p> <p>Year Année</p> <table border="1" style="width: 100px; height: 20px; margin-left: 20px;"> <tr> <td style="width: 25px;"> </td> <td style="width: 25px;"> </td> <td style="width: 25px;"> </td> <td style="width: 25px;"> </td> </tr> </table> <p>Month Mois</p> <table border="1" style="width: 50px; height: 20px; margin-left: 20px;"> <tr> <td style="width: 25px;"> </td> <td style="width: 25px;"> </td> </tr> </table>							<p>13</p> <p align="center">Stock Requirements – Besoins de fournitures</p> <p><i>If forms or return envelopes are required, please check:</i> <i>Si vous avez besoin de formulaires ou d'enveloppes de retour, prière de l'indiquer:</i></p> <p>1 <input type="checkbox"/> Forms Formulaires 2 <input type="checkbox"/> Statistics Canada Return Envelopes Enveloppes de retour Statistique Canada</p> <p>3 <input type="checkbox"/> CMHC Return Envelopes Enveloppes de retour SCHL</p>

<p align="center">Report Prepared by – Rapport préparé par</p> <p>Signature: <input style="width: 300px; height: 20px;" type="text"/></p> <p>Year Année</p> <table border="1" style="width: 60px; height: 20px; margin-left: 20px;"> <tr> <td style="width: 20px;"> </td> <td style="width: 20px;"> </td> <td style="width: 20px;"> </td> </tr> </table> <p>Month Mois</p> <table border="1" style="width: 40px; height: 20px; margin-left: 20px;"> <tr> <td style="width: 20px;"> </td> <td style="width: 20px;"> </td> </tr> </table> <p>Day Jour</p> <table border="1" style="width: 40px; height: 20px; margin-left: 20px;"> <tr> <td style="width: 20px;"> </td> <td style="width: 20px;"> </td> </tr> </table>								<p>14</p> <p align="center">Nil Report – Rapport nul</p> <p><i>If no permits were issued during the month, simply check the box below:</i> <i>Si aucun permis n'a été émis durant le mois, cochez simplement la case ci-dessous:</i></p> <p align="right">1 <input type="checkbox"/> No Permits Aucun permis</p> <p align="center">Statistics Canada Use – Usage Statistique Canada</p> <p>MP T Status-État Int I.D. – Id. de l'int.</p> <table border="1" style="width: 100%; height: 20px; margin-left: 20px;"> <tr> <td style="width: 20px;"> </td> <td style="width: 20px;"> </td> <td style="width: 20px;"> </td> <td style="width: 20px;"> </td> <td style="width: 20px;"> </td> <td style="width: 20px;"> </td> <td style="width: 20px;"> </td> <td style="width: 20px;"> </td> </tr> </table>								

Section A: Major Construction Projects – Projets de construction majeurs

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Line No. N° de ligne	Permit No. Numéro du permis	Name and Address of Owner Nom et adresse du propriétaire	Name and Address of Builder Nom et adresse du constructeur	Construction Location Site des travaux	Type of Building Code Code pour type de bâtiment	Type of Work Code Code pour type de travaux	Value of Construction Valeur des travaux \$	Dwelling Units Unités de logement Created Créées Lost Supprimées	Total Building Area Aire totale du bâtiment Check one: Cochez: 1 <input type="checkbox"/> FT ² /PI ² 2 <input type="checkbox"/> M ²	Line No. N° de ligne
01							,000			01
02							,000			02
03							,000			03
04							,000			04
05							,000			05
06							,000			06
07							,000			07
08							,000			08
09							,000			09
10							,000			10
11							,000			11
12							,000			12
13							,000			13
14							,000			14

Section B: Minor Residential Additions and Renovations – Additions et rénovations résidentielles mineures

Permits valued at less than \$50,000 Permis évalués à moins de \$50,000		Line No. No. de ligne	Value of Permits Valeur des permis \$	Number of Permits Nombre de permis
New garages and carports Garages et abris d'auto neufs	Single dwellings Logements simples	01	,000	
	Multiple dwellings Logements multiples	02	,000	
New inground swimming pools Piscines creusées neuves	Single dwellings Logements simples	03	,000	
	Multiple dwellings Logements multiples	04	,000	
Other improvements Autres améliorations	Single dwellings Logements simples	05	,000	
	Multiple dwellings Logements multiples	06	,000	
Totals for this section Totaux de cette section		07	,000	

Section C: Minor Non-Residential Projects – Projets non résidentiels mineurs

Permits valued at less than \$250,000 Permis évalués à moins de \$250,000		Line No. No. de ligne	Value of Permits Valeur des permis \$	Number of Permits Nombre de permis
Industrial Industriel	New construction Construction neuve	08	,000	
	Additions and renovations Additions et rénovations	09	,000	
Commercial	New construction Construction neuve	10	,000	
	Additions and renovations Additions et rénovations	11	,000	
Institutional and Governmental Institutionnel et gouvernemental	New construction Construction neuves	12	,000	
	Additions and renovations Additions et rénovations	13	,000	
Totals for this section Totaux de cette section		14	,000	

Section D: Residential Demolitions – Démolitions résidentielles

Type of dwelling Type de logement	None Aucune (✓)	Single-detached Maison individuelle	Cottage Chalet	Semi-detached Semi-détaché	Row Rangée	Apartment Appartement
No. of dwelling units demolished Nombre d'unités de logement démolies	1 <input type="checkbox"/>					

Confidentiality

Confidentialité

Statistics Canada is prohibited by law from publishing any statistics which would divulge information obtained from this survey that relates to any identifiable business without the previous written consent of that business. The data reported on this questionnaire will be treated in strict confidence, used for statistical purposes and published in aggregate form only. The confidentiality provisions of the Statistics Act are not affected by either the Access to Information Act or any other legislation.

La loi interdit à Statistique Canada de publier des statistiques recueillies au cours de cette enquête qui permettraient d'identifier une entreprise sans que celle-ci en ait donné l'autorisation par écrit au préalable. Les données déclarées sur ce questionnaire resteront confidentielles. Elles serviront exclusivement à des fins statistiques et elles seront publiées seulement de façons agrégée. Les dispositions de la Loi sur la statistique qui traitent de la confidentialité ne sont modifiées d'aucune façon par la Loi sur l'accès à l'information ou toute autre loi.

General Instructions

Directives générales

Please complete your monthly report in triplicate and send:
 ► one copy to **Statistics Canada** in pre-addressed envelope
 ► one copy to the local office of the **Canada Mortgage and Housing Corporation** in pre-addressed envelope
 ► keep one copy for your files
 Please forward your completed report no later than **10 days after the end of the reporting period.**
 Note: Shaded cells are for Statistics Canada use only.

Veillez remplir votre rapport mensuel en trois exemplaires et:
 ► faire parvenir une copie à **Statistique Canada** dans l'enveloppe pré-adressée
 ► faire parvenir une copie au bureau régional de la **Société canadienne d'hypothèques et de logement** dans l'enveloppe pré-adressée
 ► garder une copie pour vos dossiers
 Veuillez remplir et nous faire parvenir votre rapport au plus tard **10 jours après la fin du mois.**
 N.B. Les cases ombrées du formulaire sont strictement réservées à l'usage de Statistique Canada.

Correspondence

Correspondance

► **If you need more forms or return envelopes do ONE ONLY of the following:**
 • Check off the appropriate box(es) in the "**Stock Requirements**" section, page 1, cell 13 of the questionnaire.
 • Telephone us.
 • Send us a FAX.
 • Contact us via "internet e-mail".
 ► **Do you have questions regarding the survey?**
 ► **Do you need help in completing the form?**
 ► **Do you require additional copies of the "Survey Reporting Guide" and/or the "Self Coding Guide"?**
Telephone: 1-888-404-3339 (toll free)
FAX: 1-888-505-8091 (toll free)
Internet: bdps@stcinet.statcan.ca

► **Si vous avez besoin d'autres formulaires ou d'enveloppes de retour faites seulement un des suivants.**
 • Cochez le ou les case(s) appropriée(s) à la section "**Besoins de fournitures**", page 1, case 13 du questionnaire.
 • Veuillez nous téléphoner.
 • Veuillez nous faire parvenir un FAX.
 • Veuillez nous faire parvenir un message par "courrier électronique".
 ► **Avez-vous des questions ayant trait à l'enquête?**
 ► **Avez-vous besoin d'aide à compléter le formulaire?**
 ► **Avez-vous besoin des copies supplémentaires du "Guide de déclaration de l'enquête" et/ou le "Guide pour autocodage"?**
Téléphone: 1-888-404-3339 (sans frais)
FAX: 1-888-505-8091 (sans frais)
Internet: bdps@stcinet.statcan.ca

If you chose to transmit the questionnaire or information to Statistics Canada by facsimile or internet e-mail communication, please be advised that there could be a risk of disclosure during the communication process. However, upon receipt of your communication, Statistics Canada will provide the guaranteed level of protection afforded to all information collected under the authority of the Statistics Act.

Si vous nous transmettez le questionnaire ou de l'information par télécopieur ou par courrier électronique Statistique Canada tient à vous avertir que la transmission des renseignements peut poser un risque de divulgation. Toutefois, dès la réception du document, Statistique Canada offrira le niveau de protection garanti pour tous les renseignements recueillis aux termes de la Loi sur la statistique.